

DEBOUT LES DAMNÉS DE LA TERRE LA SÉCU EN GRAND DANGER

Le Manifeste

Journal communiste

n°6 - mai 2004

Pages 14 et 15

LA RAISON
TONNE EN
SON CRATÈRE

Antonio Gramsci

Pages 14 et 15

Un moment de la lutte



Photo Patricia Latorre

ÉDITO

Il faut une autre Europe, une Europe sociale, entend-on dire un peu partout à gauche et dans les milieux progressistes, une Europe ouverte, accueillante, humaine... Il faut avoir la lucidité de dire que ces slogans ont tout du vœu pieu.

L'Europe que vit notre peuple, c'est une agression permanente et insidieuse contre tout ce qu'il a construit et conquis au fil de son histoire. L'Europe aujourd'hui est devenue un super état qui ne dit pas encore son nom mais qui en a doré et déjà la fonction de base : pérenniser la domination du capital. Il faut avoir le courage de dire non et d'appeler à lutter contre cette infernale machinerie supranationale.

Les nations sont l'un des meilleurs et des plus solides points d'appui pour mener ce combat, avec les classes ouvrières et les peuples des pays concernés. Certes les états nationaux ont joué en leur temps le rôle qu'entend jouer l'Europe aujourd'hui. Mais la plupart de ces états, à la différence de l'Europe, ont été forgés par des révolutions et ont été marqués par des mouvements de libération nationale. Au fil des décennies, d'innombrables luttes menées dans le creuset des iden-

tités nationales ont profondément modifié la donne – matière à réflexion pour les communistes qui se prononcent pour le dépérissement de l'Etat en tant qu'instrument de domination de classe.

Il est singulier de voir qu'au moment historique où les nations ont acquis un réel début de maturité et où, donc, il devient possible de construire un réel internationalisme – échanges et coopérations équitables entre des nations souveraines – le capitalisme s'échine à construire de nouveaux outils de domination : un super état européen, ici, des instances similaires, ailleurs dans le monde. Que cet état soit fédéral ou confédéral apparaît au regard de ces enjeux bien secondaire.

Les élections européennes approchent. Beaucoup prédisent ou espèrent une réédition des élections régionales récentes. Mais attention ! Le bulletin de vote indifférencié à gauche qui a pu servir pour gifler la droite n'aurait pas du tout le même effet cette fois. La droite et la social démocratie s'accordent sur une même conception de l'Europe. Il est fondamental de voir quelles forces refuseront les chimères et se positionneront résolument du côté de la lutte, en sachant que le vote est un moment dans ce processus de lutte.

Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

à vif.....

Monsieur dix-neuf pour cent

La porte de sa chambre fut ouverte avec violence et sa femme jaillit dans la pièce au cœur d'une tornade de peignoir mal ficelé et de cheveux mal peignés.

« Lève-toi ! cria-t-elle, lève-toi. Il n'est plus temps de flemmarder, c'est encore pire que ce qu'on pouvait imaginer. À une exception près, ils ont tous été recalés. Cette fois tu ne peux plus te contenter de faire semblant ! » Il se dressa dans son lit, se frotta les yeux, fit semblant de mal entendre, de ne rien comprendre pour gagner encore un peu de temps.

« Il faut dissoudre ! » cria sa femme si fort et d'une voix si aigüe qu'elle lui creva le tympan.

« Jamais ! gémit-il, jamais plus !

— Mais non, gros nigaud, pas comme l'autre fois où ton copain t'avait glissé ça dans l'oreille sans s'apercevoir que c'était ta mauvaise oreille. C'est toi qu'il faut dissoudre aujourd'hui.

— Moi ? Me dissoudre ? Mais comment ?

— Tu démissionnes et tu te représentes à ta propre succession.

— Je ne serai jamais réélu à 81 %.

— Ça c'est sûr. On ne réussit pas deux fois ta géniale fourberie d'une OPA sur le suffrage universel. Ressaisis-toi. Tu as trop longtemps oublié que tu n'es que Monsieur 19 % ».

Il eut un geste de révolte en écrasant une larme sur le coin de l'œil. « C'est trop aléatoire. Je garde les 81 % bien au chaud jusqu'en 2007.

— Et la démocratie ? »

— Démo et Cratie sont dans un bateau, je fais tomber Démo dans l'eau, qu'est-ce qui reste ?

Il éclata de rire. Elle lui passa la main sur la joue.

« Oh ! toi, dit-elle tendrement, ce que tu peux être crasseux !

Bernard-G. Landry

LA FRANCE A BESOIN D'UN VRAI PARTI COMMUNISTE
Maxime Gremetz et Jean-Jacques Karman Pages 12 et 13

ET AUSSI...

Histoire de voile

Le Sénat a définitivement adopté le 3 mars dernier, après l'Assemblée nationale, le projet de loi « interdisant la présence ostensible de signes religieux à l'école publique ». La fédération nationale de la Libre pensée « considère comme une véritable duperie antilaïque, le subterfuge de la substitution à la formule du Conseil d'État sur les signes « ostentatoires » de celle de signes « ostensibles » » car cela signifie exactement la même chose. » Elle souligne que « la loi Chirac-Stasi, tout ce qui l'a précédée et ce qui va en découler, va, au contraire, transformer l'école publique et plus largement la société tout entière en lieu d'affrontement communautaires et religieux ». Elle appelle à constituer une commission d'enquête laïque « sur les détournements de fonds publics au profit des Églises et de leurs œuvres ».

KO à Cannes

Le collectif KO à Cannes appelle les chômeurs, les retraités, les salariés du public et du privé, les syndicats, collectifs et associations à une semaine d'action unitaire, interprofessionnelle, du 17 au 23 mai à l'occasion du festival international du film de Cannes. « Nous affirmerons notre liberté de manifester, et d'agir pour la défense de nos droits, dans les rues de Cannes. Nous devons être très nombreux à faire entendre nos voix sous le feu des projecteurs de ce festival international » affirme les organisateurs. Cette initiative sera présentée sous le nom de « KO à Cannes, pour la défense de la solidarité sociale et des services publics ».

Les projets de la droite contre la sécurité sociale sont très graves. Ne laissons détruire notre sécu.

Le Manifeste appelle à développer l'action sous toutes ses formes pour sauver et améliorer le système de protection sociale français.

Salariés de McDo victorieux

Après 363 jours de grève un accord a mis fin le 9 mars dernier au conflit du McDo de Strasbourg-St-Denis. Les grévistes ont obtenu le départ du franchisé Hamid Tryieh (qui avait essayé de couler le restaurant pour justifier l'élimination d'un groupe de salariés), la réintégration de Tino Fortunat dont le licenciement abusif avait déclenché la grève, le paiement des jours de grève à hauteur de 35 %, des embauches supplémentaires. Tout n'a pas été pris en compte pour autant et les salariés entendent bien poursuivre la lutte en portant leurs revendications devant les Prud'hommes.

Réforme de la couverture santé

un petit air de déjà vu

Si la réforme qui se prépare est très complexe, les arguments invoqués pour casser l'assurance maladie et la réduire à une caisse de secours pour les plus démunis sont éculés.

En préambule, un petit rappel historique n'est peut-être pas inutile. Le patronat français n'a jamais accepté le principe d'égalité d'une sécurité sociale pour tous, imposée à la Libération par le Conseil national de la Résistance. La résistance du patronat, dans ce domaine précis, n'a, quant à elle, jamais faibli, appuyé par les mutuelles et les assurances qui y ont vu à juste titre un manque à gagner. Dès 1948, le patronat a commencé à dénoncer le coût trop élevé de la couverture maladie, le gaspillage qui en était fait, et son corollaire, l'absentéisme. Et les différents gouvernements qui vont se succéder vont multiplier les attaques contre la Sécu.

Une réforme sans surprise

Pour établir les multiples diagnostics de la maladie chronique de la Sécurité sociale, son déficit, les commissions, qui elles aussi vont se succéder, concluent toutes à la nécessité de la baisse des remboursements et à l'augmentation des cotisations salariales. La loi de financement de la Sécurité sociale en gestation ne déroge donc pas à la règle : augmentation du forfait hospitalier, baisse ou « déremboursement » de prestations, contrôle accru des arrêts maladie, limitation de l'accès au remboursement à 100 %, augmentation des cotisations des mutuelles et des assurances. Au nom du principe de réduction des dépenses de santé, le nombre de médecins a été réduit, ainsi que le nombre de pharmacies, de lits d'hôpitaux, et le nombre des infirmières. Moins d'offres, moins de malades, donc moins de dépenses ! Ce n'est hélas pas une boutade, puisque cette politique du *numerus clausus* est suivie depuis environ 25 ans (voire *Le Manifeste* n°4),

politique qui a conduit à la fermeture de nombreux petits établissements hospitaliers ces dernières années, dont les maternités.

Payer plus pour être moins remboursés

Selon le Haut conseil pour

une société développée où l'espérance de vie s'est considérablement allongée. On ne peut pas chaque année compter sur un été de canicule pour résoudre une partie du problème. Quant à la concertation annoncée concernant la réforme qui se prépare pour le début de l'année 2005, elle se réduit à discuter des moyens à



Photo Patrick Meuret

l'avenir de l'assurance maladie, les sommes à la charge des assurés resteraient relativement faibles. D'où l'idée d'augmenter aussi le coût des soins, non seulement à la caisse de la Sécu, mais aussi à celles des pharmacies, des hôpitaux, des laboratoires. Pour parvenir à l'équilibre de l'assurance maladie en 2020, il faudrait selon les projections du gouvernement, soit doubler le taux de Csg, soit diminuer de 21 % le taux de remboursement actuel qui passerait de 76 à 55 %. De toute façon, la recette est simple : toujours plus cher pour le consommateur qu'est devenu le malade. On a affaire à un domaine « marchand » comme un autre. On se demande pourquoi plans et commissions, puisque, au bout du compte, la recette, sans jeu de mot, reste la même ! Et les dépenses de santé ne peuvent qu'augmenter dans

dans le déficit de la Sécurité sociale.

Des pistes pour « sauver » l'assurance maladie

Il serait donc judicieux de taxer les revenus financiers des entreprises qui échappent aux cotisations sociales, et de favoriser plutôt les entreprises qui embauchent en baissant leurs cotisations. Les firmes pharmaceutiques coûtent cher dans les dépenses de santé, et le gouvernement vient de leur donner la liberté de fixer les prix des nouveaux médicaments, le plus souvent ceux utilisés pour les pathologies lourdes (cf. *Le Manifeste* n°4). Une mesure qui revient cher à tout le monde.

Et que sont devenus les énormes fonds que représentent les taxes sur l'alcool, sur le tabac, l'automobile, (vache à lait du contribuable), taxes « prélevées » pour « renflouer » la Sécurité sociale ?

Le chômage a bel et bien entraîné un manque à gagner pour l'assurance maladie. Ces dernières années, la remontée du nombre des chômeurs n'a pu que jouer dans le versement de cotisations qui ont manqué aux caisses, alimenté les déficits, suscité des politiques d'austérité, qui elles-mêmes ont entraîné une baisse de la consommation, baisse qui à son tour asphyxie la croissance.

Quant aux dépenses de santé tant récriées, elles font surtout partie du volet « création d'emplois ». Dans les hôpitaux, les laboratoires, la recherche, l'industrie pharmaceutiques, et auprès des malades ou retraités maintenus à domicile et à tous les emplois induits que ce type d'immobilisation et d'aide à domicile représentent : médecins, infirmières, kinés, aides soignantes, aides ménagères, ambulanciers ou chauffeurs de taxi, coiffeurs, toiletteurs pour chiens et chats, manucures, cuisiniers, livreurs, personnels de mairie, du conseil général, de région, d'associations, etc...

Marie-Catherine Andreani

Pour une réforme alternative du système de santé

Le Manifeste a rencontré Catherine Mills. Économiste, maître de conférences à l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, spécialiste de la protection sociale, elle vient de publier aux éditions Syllepse, avec José Caudron et Jean-Paul Domin *Main basse sur l'assurance maladie, note de la fondation Copernic.*

Le Manifeste : Le débat sur l'assurance maladie tourne beaucoup autour de la responsabilisation des utilisateurs dont les dépenses de santé seraient excessives. Qu'est-ce que tu en penses ?

Catherine Mills : C'est largement une idée fautive si on compare avec d'autres pays. Au sein de l'OCDE, on est au cinquième rang et on est largement dépassé par les Usa dont 14 % du Pib est consacré aux dépenses de santé. Au niveau de la croissance de la part des dépenses de santé par habitants, on est au quinzième rang mondial. Les dépenses de santé s'élèvent avec le niveau de développement. Elles jouent aussi un rôle très positif pour l'espérance de vie, la deuxième du monde pour les femmes. Ensuite, notre système de santé contribue à la croissance, à la création d'emplois, au moins pour 10 %. Il joue un rôle moteur pour relancer la consommation et pour reproduire la force de travail. Une force de travail en bonne santé est un facteur de productivité pour l'entreprise.

On oublie de nous dire qu'il existe de très graves insuffisances. La santé est particulièrement dégradée dans les milieux populaires, les cancers liés à des maladies ou risques professionnels sont plus élevés en France que dans d'autres pays de l'Union européenne. Les exclus sont souvent plus gravement malades. La couverture de la santé des plus modestes impliquerait non pas plus d'économie mais au contraire plus de dépenses. Pourquoi ne parle-t-on pas de responsabiliser les entreprises qui sont à l'origine d'accidents de travail, de risques ou de maladies professionnels, qui sont à l'origine du chômage, le chômage étant un très grand facteur de dégradation de la santé. L'idée centrale de Douste Blazy et du gouvernement, c'est d'une part de réduire les dépenses publiques de santé

comme pour les retraites, ensuite de faire monter le complémentaire (assureurs et mutuelles) dès le 1^{er} euro. Il s'agit de faire monter les dépenses de santé privées au détriment du public.

L.M. : On nous rebat les oreilles avec le « trou » abyssal de la sécu. Il serait donc dû à quoi ?

C.M. : Le « trou » de la sécu est, principalement, dû à l'insuffisance des recettes. Cette insuffisance est liée d'abord au chômage donc à la politique des licenciements. 100 000 chômeurs représentent environ 1,3 milliards de recettes en moins. Pour l'assurance maladie, cela fait environ 1/3, soit 400 millions en moins. De plus, la part des salaires dans la valeur ajoutée a été réduite de 10 points depuis 1983. 1 % de masse salariale représente environ 800 millions de recettes pour la sécu. 1 % de croissance du Pib en moins cela contribue à priver la sécu de 2,5 milliards de recettes. Cette année le déficit s'est encore accru. Même si on prend en compte les dettes et les exonérations patronales (20 milliards d'euros en 2003), le manque à gagner organisé par l'État lui-même, on s'aperçoit que le déficit est lié à cette politique qui déprime la croissance, qui freine la masse salariale et qui engendre le chômage.

L.M. : Est-ce que les industries pharmaceutiques ne jouent pas également un rôle ?

C.M. : Il faut souligner que dans la croissance en valeur des dépenses de santé, les dépenses pharmaceutiques sont très largement en tête. On est des grands consommateurs de médicaments et sans forcément qu'il y ait de meilleurs résultats de santé. Dans les pays scandinaves, où les résultats de santé sont très bons, il y a six fois moins de consommation de médicaments. En France, les dépenses de

publicité de l'industrie pharmaceutique sont le double des dépenses de recherche. Les profits sont faramineux et sont payés par les assurés sociaux. La mise en place du panier de soins est grave. Il faut refuser ce principe de définir ce qu'on va rembourser et ce qui ne serait pris en charge que par les assureurs complémentaires, idée mise en avant par la Mutualité française et la Cfdt.

L.M. : Tu as lancé un appel « contre la privatisation de l'assurance maladie, pour une réforme alternative du système de santé », quel est son impact ? Quelles sont les propositions mises en avant ?

C.M. : Aujourd'hui, on a recueilli plus de 4 000 signatures avec une très grande attention concernant le développement d'un important mouvement pour résister aux propositions libérales et pour proposer autre chose. Parmi les appelants, il y a beaucoup de syndicalistes Cgt, Fsu, Groupe des dix. J'ai lancé cet appel avec José Caudron et Jean-Paul Domin, puis avec des économistes, des sociologues, des professionnels de santé, des forces politiques, des élus communistes notamment beaucoup d'élus, des Verts, des membres de la Lcr, quelques Ps de la tendance nouveau Ps, quelques Mrc.

L'objectif c'est d'abord d'organiser la montée des luttes, d'empêcher que ce plan libéral ne s'impose, d'empêcher les consensus mous que certains essaient de construire. C'est ensuite de monter des alternatives. Une réforme est nécessaire, on a un système de santé beaucoup trop inégalitaire, trop émietté. Concernant les dépenses, nous avançons plusieurs propositions : 1- On a besoin d'être au plus près du terrain pour évaluer les besoins de santé. 2- Développer et reorienter le système vers la prévention, notamment au travail. 3- Un accès aux soins plus précoce et plus gratuit. 4- D'autres façons de soigner plus coordonnées et pluridisciplinaires. 5- La nécessité d'un contrôle public et social de la gestion des industries pharmaceutiques et une véritable politique du médicament. 6- Faire sortir l'hôpital de sa situation catastrophique et répondre aux énormes besoins d'emplois, de formation... Il faut sortir du *numerus clausus* pour toutes les professions de santé. Tous ces besoins vont impliquer des financements nouveaux. Nous proposons d'instituer une

cotisation sur les revenus financiers des entreprises et des institutions financières qui ne sont soumis ni à la Csg ni à aucune cotisation sociale, soit 160 milliards d'euros. Si ces revenus étaient soumis au taux de cotisations patronales actuelles, 20 milliards d'euros rentreraient dans les caisses de l'assurance maladie. Deuxièmement, nous proposons à la fois d'augmenter les cotisations patronales et de brancher les cotisations patronales sur le développement de l'emploi, des salaires et de la formation. Bien sûr il faut travailler à un nouveau type de gestion des entreprises pour augmenter la part des salaires dans la valeur ajoutée. Il serait alors possible d'accroître les taux de cotisation des entreprises qui licencient et qui préfèrent les placements financiers, quitte à ce que les entreprises qui embauchent et développent les salaires, soient assujetties à un taux de cotisation plus bas. L'objectif est bien de faire entrer de nouvelles ressources pour permettre le financement des nouveaux besoins de santé et répondre à la crise d'efficacité du système de santé. Cela impliquerait de sortir du rationnement comptable organisé par le gouvernement successifs depuis 1996. Refuser l'insécurité sociale, c'est faire des propositions alternatives audacieuses. Il est urgent que tous interviennent pour faire obstacle à la contre réforme libérale du système de santé avant qu'elle ne soit imposée, comme pour les retraites, par une majorité parlementaire qui se prononcerait contre les aspirations majoritaires de la population.

Propos recueillis par Patricia Latour

* Pour signer cet appel :
catherine.mills@wanadoo.fr
ou www.fondation-copernic.org

ET ENCORE...

Faire payer les obèses

Tout est bon aux compagnies d'assurance pour faire leur beurre. Selon une étude de la société de réassurance Swiss Re, l'augmentation de l'obésité va conduire les assureurs à intégrer ce paramètre dans leurs calculs, ce qui va se traduire par des hausses de prix. La proportion des obèses dans la population des pays industrialisés a progressé ces dernières années et touche 10 à 20 % des hommes et 10 à 25 % des femmes. Ce phénomène touche essentiellement les jeunes. Décidément tout est bon pour se faire du fric !

Le cannabis chez les jeunes

La consommation de cannabis continue d'augmenter chez les lycéens et les collégiens français. Déjà classés parmi les grands consommateurs de Haschisch en Europe, les adolescents en font une consommation régulière (dis fois par moi) comparable à l'alcool. À 18 ans, 21 % des garçons et 7 % des filles fument plus de dix joints par mois. À ce même âge, deux garçons sur trois et plus d'une fille sur deux y ont déjà goûté. Parmi les 16-17 ans, la proportion de jeunes qui ont consommé du cannabis au moins dix fois dans l'année à triplé en dix ans.

Le président de la Fédération française d'addictologie regrette que les pouvoirs publics répondent par des « débats idéologiques » qui « nuisent à la prévention ». Quand à Michel Renaud, il note : « Malgré des discours politiques très critiques, les effets nocifs du cannabis sont mal connus, voir niés chez les jeunes.

La sécurité sociale est en danger

(extrait d'une lettre de lecteur)

En 1945, à la Libération, une ordonnance promulgue les 5 principes de la sécurité sociale : protéger tous les citoyens, couvrir et gérer tous les risques par un seul organisme, prestations uniformes, solidarité inter-générationnelles, gestion démocratique par les intéressés. Le grand projet de sécurité sociale fut élaboré pendant les heures tragiques de l'occupation nazie par le Conseil national de la Résistance dont le communiste Ambroise Croizat fut le maître d'œuvre. Ambroise Croizat qui fut appelé « le ministre des travailleurs » permit que ce plan humain basé sur la solidarité nationale vit le jour. « Mettre en commun les richesses du pays au service du peuple », telle était sa devise. Depuis 1970, 17 plans gouvernementaux, sous couvert de maîtrise des dépenses, ont pour but de rationner les crédits sociaux. L'heure est à l'action, aux pétitions, aux rassemblements. Il faut barrer la route à la droite et mettre en échec ce projet. Tous ensemble pour garder la sécu.

Bernard Colovray

« À CÔTÉ »...

Le crime syndical
Charles Hoareau était convoqué le 15 avril dernier par la police pour un prélèvement biologique en vue de son inscription au fichier national des empreintes génétiques. Le responsable du comité chômeurs de la Cgt des Bouches du Rhône avait été condamné en janvier 2000 à cinq mois de prison avec sursis pour « violence volontaire » contre des policiers. Il s'était opposé sur le port de Marseille à l'embarquement d'un sans-papiers tunisiens en cours de régularisation. « Je suis le premier syndicaliste touché par cette loi scandaleuse. On ne peut pas tolérer que l'on banalise ainsi le fichage des gens » déclarait Charles Hoareau. Cette démarche scandaleuse intervient dans le cadre de la constitution du nouveau fichier des empreintes génétiques considérablement élargi par la loi Perben II. Militier dans un syndicat serait-il devenu un crime ?

Casseurs de pub récupérés

Le mouvement antipub est en train de se faire récupérer par les Verts. Condamnés à verser un million d'euros à Publicis le 10 mars dernier, les antipub ont refusé de participer à un meeting organisé par l'association Agir pour l'environnement, vitrine associative du parti Les Verts et auquel participait Beigbeder et Olivier Toscani, ancien publicitaire de Benetton. Les verts ont pourtant toujours fait la sourde oreille aux associations résistantes à la pub. Mais campagne électorale oblige.

Selon que vous soyez puissant ou misérable
Alain Juppé a détourné durant la période des emplois fictifs environ 2,4 millions d'euros. Il est condamné à 18 mois de prison avec sursis et une campagne de soutien s'organise. Un internaute, veuf avec trois enfants à charge, est accusé d'avoir vendu des MP3 pour une somme de 5 551 euros. Il est condamné à rembourser cette somme aux maisons de disques et à 6 mois ferme de prison sans que personne ne s'en émeuve. « Selon que vous soyez puissant ou misérable / Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir » aurait écrit La Fontaine.

Viva en difficulté

Le magazine Viva, mensuel édité par les Mutuelles de France à 600 000 exemplaires est menacé par un plan « qui supprime 21 postes équivalent à temps plein, ce qui touche 70 personnes dont 8 élus du personnel Cgt sur 12, sans justification économique réelle ainsi que le confirme un rapport d'expertise commandé par le CE » déclare le collectif des journalistes et des administratifs de Viva.

L'usine Rateau à La Courneuve

Des salariés en lutte

L'usine Rateau de La Courneuve est en grève contre les licenciements annoncés. C'est encore une fois aux salariés qu'on demande de payer l'aventurisme des dirigeants de l'entreprise. Ils ne sont pas décidés à se laisser faire.

Uusine Rateau, La Courneuve, 8 avril, 13 heures, cinquième semaine de grève. À l'entrée de l'usine, des plots surmontés de drapeaux Cgt et une grande banderole annonçant la grève donnent le ton. Une grande tente abrite des tables. C'est l'heure du repas, les grévistes sont assis et discutent. Licencié en janvier 2004, après 32 ans chez Alstom à la conception des grandes turbines nucléaires, Jean-Claude Margotteaux est là en solidarité : « C'est quand même mon entreprise. » Il faisait partie du plan social de mai 2001, qui concernait 105 personnes, des techniciens et des ingénieurs pour la plupart. Après le rachat d'ABB, Alstom a abandonné sa technique traditionnelle de fabrication pour celle d'ABB. « Une erreur monumentale, et un gouffre financier », explique Jean-Claude Margotteaux. Gouffre financier, l'expression est sobre : Alstom a dépensé plus de 5 milliards d'euros pour le rachat d'ABB et sa technologie inopérante...

Menace du dépôt de bilan

C'est cet aventurisme d'Alstom que les salariés du site Rateau-La Courneuve payent aujourd'hui. Spécialisée dans les équipements pour l'énergie, le transport ferroviaire et maritime, Alstom était considérée comme un fleuron de l'industrie française. L'ancien Pdg, Pierre Bilger, a mené une politique effrénée de rachat d'entreprises concurrentes, avec autant de discernement que Jean-Marie Messier pour Vivendi. Résultat, l'aventure s'est brutalement terminée en 2003 sous la menace du dépôt de bilan du groupe, endetté à hauteur de 4,9 milliards d'euros, cinq fois ses fonds propres. En 2003, le groupe a

enregistré une perte nette de 1,38 milliards d'euros. Pour faire face à l'état désastreux des finances, le nouveau Pdg, Philippe Kron, applique la recette miracle des « restructurations », accompagnées de licenciements.

Alstom vend une partie de ses activités et annonce 5 000 suppressions d'emplois, dont 2 200 en France. Le 8 mars 2004, les ouvriers de Rateau-La Courneuve apprennent que leur usine est sur la liste des « restructurations ». Suppression du pôle des machines neuves, 285 salariés, et plan de licenciement sec pour 60 techniciens extérieurs. Le site, qui compte 800 salariés, perdrait donc un tiers de ses effectifs. Et les salariés ont peur qu'à terme, Alstom ne décide de fermer le site.

Les salariés paient la facture

Depuis le 8 mars, les salariés de La Courneuve sont en grève. Chaque jour, les syndicats Cgt, le syndicat des techniciens et le syndicat d'Ilc, la société menacée de fermeture, tiennent deux assemblées générales, une le matin, l'autre l'après-midi. Les 150 salariés qui occupent le site en permanence se tiennent ainsi

au courant des dernières nouvelles et votent la grève. Chaque jour également, les grévistes de La Courneuve se rendent à Levallois, au siège d'Alstom, pour distribuer des



Photo : Caroline Andreani

tracts et montrer que la détermination ne faiblit pas. Ils sont généralement accueillis par des vigiles aux méthodes musclées...

Moussa Hannou est mécanicien chez Alstom Power Service (Aps). Avec trente ans d'ancienneté, il touche 1 600 euros bruts par mois. « Et on vient me dire que je coûte trop cher. C'est pour ça que je vais être licencié ! Avec les "35 heures", quand je travaille 46 heures, je suis payé 35. Et je ne peux même pas rentrer chez moi. Mais le client est bien facturé 46 heures. Et avec tous ces sacrifices, je coûte encore trop cher ! »

Il s'agit avant tout de choix

stratégiques : Alstom conserve les chefs d'équipe et les chefs de chantier, et licencie les mécaniciens généralistes. Pour les remplacer, on fait appel à la sous-traitance et à des intérimaires. Avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur la sécurité, puisque Alstom fait travailler du personnel non-qualifié sur des domaines aussi sensibles que les centrales nucléaires... Pour le secrétaire de l'Union locale CGT, Gérard Mantovani, c'est la gestion des entreprises qu'il faut remettre en cause : « Elle est faite par des technocrates, et ce sont les salariés qui paient la facture. Il est d'autant plus scandaleux qu'Alstom licencie que l'entreprise vient de recevoir 3,2 milliards d'euros de l'État et 15 milliards d'euros de caution. Chaque année, ce sont 20 milliards d'euros qui sont ainsi distribués au patronat sans aucun contrôle. Il faut obtenir un contrôle des fonds publics, et que cet argent aille à l'emploi, pas aux licenciements ! »

Au début, la direction du groupe a annoncé qu'elle ne céderait sur rien. Elle a tenté des manœuvres de division et d'intimidation. Mais l'occupation du site bloque le magasin d'outillage et empêche la réalisation de certains chantiers. Après

cinq semaines de blocage, la direction se fait plus conciliante... Alors que rien n'était prévu pour les 60 mécaniciens, la Cgt négocie un plan social. Et la direction d'Alstom proposait, de manière officieuse, aux élus du Comité d'entreprise le maintien du pôle service sur le site. Elle souhaitait la tenue d'une réunion pour en discuter, preuve d'une évolution dans sa stratégie. Les salariés, eux, veulent que personne ne soit laissé sur le carreau et ont donc voté la poursuite de la grève. Une affaire à suivre.

Caroline Andreani

Épuration à espaces « Marx » ?

Des membres de la direction d'Espaces Marx semblent décidés à aller à contre-courant. Face à l'émergence en France des classes populaires des banlieues, les milieux de la gauche timorée ne trouvent rien de mieux que d'inventer une resucée du « complot rouge-brun », sous couvert de lutte contre l'antisémitisme. Cela vise en fait à empêcher la participation de représentants authentiques des jeunes des banlieues aux organisations de lutte sociale et à freiner la mobilisation autour du soutien aux luttes des peuples palestiniens et irakiens. Reprenant les vieilles méthodes sectaires de lutte contre le « complot hitléro-trotskyiste », des dirigeants d'Espaces Marx se font le relais d'accusations visant Bruno Drweski, Rédacteur en chef de *La Pensée* connu pour son engagement contre l'extrême

droite étasunienne et israélienne. Dans le dernier numéro de *La Pensée*, nous étions étonnés de ne plus voir aucune référence à Bruno Drweski. Nous avons cherché à en savoir plus. Au début de l'année 2003, *Proche-Orient info*, officine pro-sioniste connue, a lancé le signal en plaçant Drweski (et d'autres communistes d'ailleurs) sur une liste de personnalités sympathisantes de... l'extrême droite sur la base « d'informations » approximatives et fausses permettant de réactiver la vieille technique de l'amalgame. Puis, il a été accusé par des affidés du « PC » irakien collaborant avec les forces d'occupation de sympathie pour le régime de Saddam Hussein. Peine perdue, l'attaque s'est alors heurtée à l'opposition du comité de rédaction de *La Pensée*.

Cette fois-ci en revanche, c'est dans la plus grande discrétion et alors que la question ne figurait pas à l'ordre du jour de la réunion du comité de direction d'Espaces Marx du 17 février 2004 que quelques membres de ce comité se sont réunis pour adopter une résolution concoctée d'avance et visant à « sus-

pendre » de toutes ses fonctions Bruno Drweski sous l'accusation, reprise de *Proche-Orient info*, de relations avec quelqu'un qui est en relation avec quelqu'un qui aurait des opinions jugées d'extrême droite. En d'autres temps et sous d'autres cieux, Bruno serait déjà condamné à mort. Comme quoi, il ne suffit pas de « muter » pour perdre ses mauvaises habitudes... transfusées cette fois-ci pour le compte des intérêts de l'extrême droite réelle qui gouverne le monde. L'affaire n'en restera pas là. *Le Manifeste*, en tout cas, apporte tout son soutien et sa sympathie à notre ami Bruno qui est aussi un collaborateur de notre journal (mais ne serait-ce pas là une raison supplémentaire d'Espace Marx pour le condamner !).



Bruno Drweski (Photo P.Latour)

de les respecter. Par exemple à l'article 2 il est précisé : « Une réunion du congrès doit se tenir au moins six mois avant les élections suivantes du parlement européen. » Et à l'article 10 : « Le congrès décide des orientations communes pour les élections du parlement européen. » En clair, les partis nationaux seraient dessaisis de leur souveraineté au profit du PGE sur les enjeux cruciaux européens.

L'adhésion à ce parti de gauche européen suppose la reconnaissance de la construction européenne telle qu'elle a été élaborée dès le début. On sait que la formation de partis européens, prévue par l'Union européenne, permet d'obtenir subventions et reconnaissance dans chacun des pays membres, mais en même temps fait obligation d'accepter l'Union européenne en tant que telle. Et si le manifeste critique certains aspects du Traité de Maastricht, le refus de la constitution européenne élaborée par la convention présidée par Giscard d'Estaing n'est pas évoqué. Enfin si le manifeste critique le capitalisme « voie unique » et dénonce l'exploitation capitaliste, l'objectif de destruction du capitalisme disparaît des buts de GE exposés à l'article 5 des statuts. »

Hervé Dupin

Réaffirmer l'identité communiste

La consultation hâtive organisée par la direction du PCF à propos de la création d'un parti de gauche européen a fait long feu. La question a été repoussée après le 13 juin et les élections européennes.

Ce recul s'opère dans la confusion, mais il montre qu'une majorité de communistes refuse de se prononcer à la va-vite sur une question lourde de conséquences pour l'avenir de leur parti. Le fait est encourageant. Depuis plusieurs mois, les adhérents ont commencé à prendre l'habitude de faire entendre leur voix. Des voix qui fondamentalement, dans une large palette de nuances, se prononcent pour réaffirmer avec force l'identité communiste.

On se souvient que lors du dernier congrès, le texte de la direction ne l'avait emporté que d'une courte majorité et que cette dernière avait dû se livrer à de laborieuses manœuvres pour obtenir un conseil national largement dévoué à sa cause mais qui ne représente plus grand-chose. On peut raisonnablement penser, aujourd'hui, que la ligne de renoncement de la direction est minoritaire dans le parti.

Pas une organisation communiste

Aux élections régionales, celle-ci n'a pas pu empêcher la constitution de listes communistes dans quelques régions. La première secrétaire du parti s'est même résignée à conduire une liste, certes pâlotte, mais qui se distinguait malgré tout du parti socialiste. Si cette attitude lui a valu quelques jours d'état de grâce après les résultats que l'on sait, la désastreuse manœuvre autour du parti de gauche européen a remis les pendules à l'heure.

Sommes-nous quitte pour autant ? Non. Pas plus demain qu'aujourd'hui, le parti de gauche européen n'est une bonne réponse à aucune des questions actuelles qui se posent au mouvement révolutionnaire. Dans une motion adoptée fin avril, le conseil départemental du Pas de Calais le démontre avec beaucoup de pertinence. Voici l'essentiel de ce texte.

« Le terme de parti de gauche européen indique bien qu'il ne s'agit pas d'une organisation communiste. Comme le prévoient le préambule et les articles 1 et 2 des statuts, le parti de gauche européen (GE) est une unification de

partis socialistes, communistes, rouges, verts et autres partis démocratiques de gauche des pays membres de l'Union Européenne » dans une « Association flexible et décentralisée »... L'objectif communiste n'est donc pas affirmé. Et l'on comprend pourquoi dans ces conditions,

le refus d'adhésion du parti communiste grec, du parti communiste portugais et du parti communiste tchèque de Bohême Moravie. Sur 8 partis européens fondateurs, seuls 3 sont communistes : le PCF, refondation communiste italienne et le parti communiste espagnol.

Même si les partis membres de GE sont déclarés « indépendants et souverains » (article 1), leur souveraineté est limitée dans une organisation qui comporte statuts et obligation

Victoire pour les chômeurs

« C'est une énorme victoire qui en appelle d'autres, on avait 2 000 dossiers déposés ou en cours de dépôt, incontestablement, on a ajouté beaucoup de zéros derrière ce chiffre » lançait François Desanti, secrétaire général de la Cgt-chômeurs. La condamnation de l'Assedic Alpes-Provence et de l'Unedic par le tribunal de grande instance de Marseille dans le procès intenté par 37 chômeurs ayant vu leur durée d'indemnité réduite malgré la signature d'un Pare est une belle victoire. 35 de ces chômeurs que la presse qualifie aujourd'hui de « recalculés » ont obtenu gain de cause. L'Assedic et l'Unedic sont condamnées à verser 1 000 euros d'indemnités à chaque chômeur au titre du « préjudice moral » et à payer les frais de justice. Notre camarade Charles Hoareau, le porte parole Cgt des chômeurs de Marseille saluait cette décision : « Le mot satisfaction est un faible mot pour exprimer notre joie à l'annonce de ce jugement. C'est une victoire sur toute la ligne et une décision très courageuse.

Cette décision va donner des ailes à tous ceux qui sont dans une situation comparable. C'est l'avenir de la convention qui est mal barré. J'espère en tout cas que les autres tribunaux emboîteront le pas à Marseille ». Au total 76 juridictions ont été saisies par près de 2 000 chômeurs « recalculés » sur les 265 000 demandeurs d'emplois qui ont cessé d'être indemnisés au 1^{er} janvier. Tout cela au grand dam de François Chêrèque, secrétaire général de la Cfdt qui s'inquiétait le 16 avril des « conséquences financières pour le régime de l'assurance maladie » si « l'accord de 2002 est remis en cause ».

Cette victoire montre bien dans quelles difficultés se trouvent le gouvernement. Elle appelle l'organisation urgente de nouvelles négociations au sein de l'assurance-chômage pour remettre en cause les accords de 2002 qui, à terme, vont spolier 600 000 chômeurs.

P. L.

ET ALORS...

Raffarin, maquignon
Le préfet de Seine-Saint-Denis vient de décider de supprimer des subventions aux chômeurs de La Courneuve et Stains organisés dans les comités locaux de l'Apeis sous prétexte que, dans l'un de ses tracts, l'association désignait le sieur Raffarin sous le nom de maquignon. Pour avoir des sous, il faut faire des courbettes. Dans un texte-pétition adressé au préfet, l'association plaide : « *Évoquant les "recalcitrés", ces chômeurs auxquels le Medef et le gouvernement ont supprimé du jour au lendemain les indemnités de chômage, l'Apeis en dénonçait le caractère scandaleux et réclamait du premier ministre le respect des engagements pris plutôt qu'un comportement de marchand de bétail. Vous êtes choqué ? Mais ce sont ces décisions à l'encontre des chômeurs qui heurtent l'esprit d'humanité.* » Vous pouvez signer cet appel en écrivant à l'Apeis de Stains : 5, Bd. Maxime 93240 Stains Tél :01.48.22.09.09, stains.apeis@free.fr.

Hausse de la population carcérale

La population carcérale connaît une hausse record au 1^{er} avril 2004. 62 569 détenus soit 2,5 % de plus qu'en mars pour 48 572 places. Es mesures Sarkozy commencent à faire de l'effet !

Parité ?

Si les effets de la loi sur la parité se sont faits sentir sur les régionales, c'est loin d'être le cas pour les cantonales. La proportion de femmes élues au Régionales est passée de 27,5 % en 1998 à 47,6 % en 2004. Peu de femmes ont pourtant dirigé des listes et elles ne sont plus que 36,3 % au sein des exécutifs. Aux cantonales, 10,9 % sont élues pour 8,6 % en 2001. Il reste encore du chemin à parcourir.

Immigration en augmentation

L'augmentation de l'immigration légale en France s'est poursuivie en 2002. 156 243 titre de séjour à vocation permanente ont été délivrés, ce qui représente une hausse de 26 % depuis 1999. Cette augmentation est due essentiellement à une immigration familiale et dans une certaine mesure à une augmentation du nombre de réfugiés statutaires. Parmi ces nouveaux détenteurs de titres figurent également les nouveaux régularisés qui concerne environ 10 000 personnes par an, ce qui ont le sait est bien trop peu.

Participez à votre journal...
...Devenez correspondant.

Grandes manifestations autour de l'atome

Sarkozy a présenté le 15 Avril la stratégie française de poursuite de l'investissement dans le nucléaire. Un débat qui n'est pas seulement technique....

Mal remis de sa gueule de bois électorale, le gouvernement n'est guère en état de dessiner l'avenir. Pourtant, en matière d'énergie, c'est l'heure des choix car les centrales nucléaires installées sous Giscard arrivent à l'âge de la retraite. Un enjeu difficile pour un gouvernement affaibli. Surtout quand le calendrier européen affiche dans le même temps la privatisation d'Edf.

Toujours est il que notre baudet du Poitou traîne un gros colis dans sa besace : l'Epr, nom anglais du réacteur nucléaire de troisième génération. Un bestiau impressionnant capable de résister à la chute d'un avion de ligne, à un tremblement de terre ou à la fusion de son propre cœur radioactif. De tels équipements ne se rentabilisent qu'en grande série. Ils exigent d'énormes investissements dont le privé est peu capable. Ils ne sont pas compatibles avec la vision à court terme des obsédés du Cac 40. L'entrée en service des Epr est prévue pour 2020. Elle n'est pas envisageable si, à l'image des chemins de fer britanniques, les successeurs privés d'Edf prennent la forme de gentilles entreprises « régionalisées » et organisées en réseau. Quant à l'intérêt de remplacer un monopole public par un mastodonte privé, le gouvernement aura du mal à le mettre en évidence.

Suppression du transport individuel privé

C'est pourquoi la tentation est forte de sacrifier l'optimum technique à la frénésie libérale. On peut imaginer toute une série d'alliances contradic-

toires autour de ces projets. Certes, le parti « vert » est officiellement contre la privatisation d'Edf. Ses relations avec cette entreprise sont passablement dégradées. Les pressions vont donc se multiplier pour que les exécutifs régionaux refusent l'implantation de centrales. Déjà un réseau « pour sortir du nucléaire » envisage un tour



Photo Patrick Morel

de France de manifestations. De leur côté, les communistes doivent aborder ce dossier avec la tête froide. D'après les calculs même de ses adversaires, les centrales nucléaires permettent d'économiser plus du tiers de la consommation pétrolière nationale. Dans un contexte où l'impérialisme emploie la violence pour contrôler sources et voies d'acheminement des hydrocarbures, cela ne peut laisser indifférent. Les éoliennes, c'est bien joli (ou plutôt très laid), mais ne sauraient dépasser le vingtième des performances de l'atome. Le prix du Kw obtenu est du double ou du triple. Edf en garantit actuellement l'achat. C'est un des avantages du service public ! D'autres imaginent de se passer de cette énergie par une reconversion radicale du mode de consommation. S'ils croient possible de convaincre les capitalistes de s'abstenir de créer des produits nouveaux et dispendieux, ils peuvent rêver ! Car l'enjeu n'est pas seulement de

couper la climatisation des voitures et des logements. C'est notamment la suppression du transport individuel privé... Dans ce débat, les verts se sont illustrés en parlant en croisade contre... le chauffage électrique. Ces aspects ne doivent en aucun cas conduire à faire l'impasse sur les problèmes de sécurité. Si le fonctionnement de l'Epr est garanti « plus sûr » que les centrales actuelles cela signifie fatalement que celles-ci tolèrent un certain niveau de danger... Quant à la gestion des

déchets, elle mérite à peine ce nom. Même ceux que les arguments « antinucléaires » laissent froids doivent convenir que les technocrates giscardiens ont traité le problème avec une incroyable légèreté. Il en fut de même de leurs successeurs. Enfin, en 1991 une loi a obligé l'État à organiser la recherche sur le sujet et à ce qu'il en soit rendu compte annuellement au Parlement. Ce dernier devrait en débattre à nouveau en 2006. Mais on ne dispose toujours pas d'un inventaire précis des déchets permettant d'appréhender de manière incontestable le volume de ceux dits à *haute activité et à vie longue*. Ce sont les seuls qui posent des problèmes inédits en matière de sécurité industrielle. Dans une réponse à un sénateur Ump, François Patriat, sous-ministre du gouvernement Jospin n'avait pas démenti que les recherches sur la transmutation, c'est-à-dire le « retour » des déchets vers un statut plus naturel de la matière en étaient au point mort. C'était le 18

décembre 2001...

La transparence s'impose

Certains produits sont radioactifs pour plusieurs dizaines de milliers d'années, cela donne à réfléchir ! Leur volume actuel ne remplirait pas beaucoup plus qu'une piscine olympique. Mais ces affirmations rassurantes ne suffisent pas. Il manque toujours un chiffre exact et un contrôle annuel des nouveaux « versements ».

Edf confie le traitement des résidus à la Cogema. On dit même que l'établissement public national renâclerait à utiliser le Mox, combustible partiellement traité mélangeant Uranium et plutonium....

La construction de l'Epr apparaît comme la moins mauvaise solution aux problèmes énergétiques de la France d'aujourd'hui. L'approuver va de pair avec une lutte résolue contre la privatisation d'Edf. Ceci ne veut pas dire aveuglement face aux dérives technocratiques. Hier, les « antinucléaires » affirmaient que l'État prétexterait la protection des centrales pour multiplier les mesures policières. Aujourd'hui, l'information sur la filière est restreinte en manière incontestable le volume de ceux dits à *haute activité et à vie longue*. Ce sont les seuls qui posent des problèmes inédits en matière de sécurité industrielle. Dans une réponse à un sénateur Ump, François Patriat, sous-ministre du gouvernement Jospin n'avait pas démenti que les recherches sur la transmutation, c'est-à-dire le « retour » des déchets vers un statut plus naturel de la matière en étaient au point mort. C'était le 18

Olivier Rubens

1 Calculs effectués d'après les taux de conversion proposés par le député vert Hascœt dans un débat A.N. du 21 Janvier 1999.

Fusion Crédit Agricole / Crédit Lyonnais

Pour un pôle public de financement

La logique voudrait qu'on ne parle pas de fusion, mais bel et bien d'absorption de la banque au lion par la banque verte. Si l'acquisition du Crédit Lyonnais par le Crédit agricole a un temps défrayé la chronique, c'est bien la restructuration du monde bancaire qui était déjà à l'ordre du jour lors de cette gigantesque opération.

Vers la fin des années 80, on assiste à une véritable privatisation du Crédit agricole. Puis au cours de la décennie 90, c'est la restructuration avec au cœur la rentabilité et son corollaire, la destruction de l'emploi. Le premier effet, parallèle à la dégradation des conditions de travail a été la croissance exponentielle des résultats financiers. Le début de la croissance externe a suivi avec les aventures à l'étranger ; Asie du sud-est, Russie, Argentine et les acquisitions en France, Indosuez, Sofinco pour les plus marquantes et déjà l'entrée en force au capital du Crédit Lyonnais.

L'époque où les « affaires du Lyonnais » faisaient la une de tous les journaux, où les contribuables ont comblé « le trou », et où les salariés subissaient plans sociaux sur plans sociaux pour perdre plus de 10 000 emplois.

Le bon sens près de chez vous ?

Le Crédit Lyonnais s'est refait une santé et a donc fait des envieux, aidés en cela par le gouvernement Raffarin qui a organisé la curée et fait monter les enchères avec l'aide de Bnp-Paribas. Pour mieux se placer dans la course, le Crédit agricole entre à la bourse avec la ferme intention d'être coté au Cac 40. De toute son histoire c'est sans conteste le phénomène le plus marquant, concrétisant ainsi l'aboutissement de sa mutation.

Il y a belle lurette que l'image d'une banque proche du ter-

rain avec un fonctionnement mutualiste est cassée. Les conseils d'administration, bien qu'ils persistent dans leur existence, ne font qu'entériner des décisions qui sont prises ailleurs et se retrouvent eux-mêmes de plus en plus éloignés des usagers. Le mutualisme n'est qu'une façade, destiné à véhiculer l'image « du bon sens près de chez vous ». L'objectif premier n'est plus de tenir des parts de marché en favorisant le développement économique local mais tout est organisé pour faire croître la rentabilité au niveau du groupe, de façon de plus en plus centralisée dans le seul but de satisfaire les appétits exorbitants des actionnaires. Cette politique axée sur la rentabilité financière a, comme dans les autres secteurs économiques, des conséquences dramatiques sur l'emploi.

Pour l'Union nationale des syndicats Cgt du Crédit agricole (Unecca), le Crédit agricole perd depuis plusieurs années des parts de marché sur ses métiers traditionnels. L'Union s'est toujours opposée à la restructuration, mettant parfois en échec des projets de fusion. Malgré la tentative de marginalisation, l'Union, d'abord seule à combattre la cotation en bourse du Crédit agricole, a trouvé un écho favorable chez les salariés des Caisses régionales. Très majoritairement les

comités d'entreprise, consultés sur l'entrée en bourse, se sont prononcés contre, toutes organisations syndicales confondues. Le même scénario s'est reproduit lors de l'acquisition du Crédit Lyonnais. Le Crédit agricole veut maintenant, rapidement rentabiliser



son investissement et il l'affiche clairement. Pour réaliser cela : supprimer 4 600 postes de travail.

La chasse est terminée, c'est maintenant la curée. Les dirigeants qui ne respectaient pas la ligne ont été remerciés avec des indemnités conséquentes. On retrouve, les Caisses régionales avec un certain nombre de leurs présidents, installées majoritairement dans les conseils d'administration des principales filiales du nouveau groupe. C'est dire si le Crédit agricole a changé : des présidents de Caisses régionales coopératives à caractère mutualiste perçoivent des jetons de présence ! Au même titre que les plus ardents défenseurs du libéralisme. Un comble !

Sur le plan social, la signature d'accords dits de méthode,

dérogatoires au code du travail ne favorise pas la mobilisation des salariés.

Jeter le bébé avec l'eau du bain ?

L'Union des syndicats Cgt s'est d'emblée inscrite contre toute forme d'accompagnement des projets patronaux qui annonçaient la restructuration sans licenciement. Le patronat bancaire dispose malheureusement de suffisamment de moyens pour que le temps joue en sa faveur.

Est-il normal que la restructuration n'ayant d'autre objectif que la rentabilité financière immédiate, casse des emplois en vue de l'accroître davantage encore, dans des secteurs considérés par les capitalistes eux-mêmes comme étant déjà très rentables ?

Peut-on accepter que ces dirigeants financiers s'entendent dans des accords secrets avec les gouvernements pour mettre à contribution l'ensemble de la population pour payer soit le « trou » du Crédit Lyonnais soit l'affaire « Executive life » au seul profit de quelques uns ?

Peut-on laisser les grands capitalistes décider des orientations financières des groupes financiers en vue de l'enrichissement d'une minorité au détriment du fonctionnement de l'économie ?

Le développement économique ne peut exister que dans le cadre d'un développement de l'emploi, seul créateur de richesse réelle (et non fictive comme à la bourse). Cependant la question du financement du développement ne peut rester sous silence. Les établissements financiers sont aujourd'hui tous privatisés. Même si les nationalisations n'ont pas joué le rôle escompté par ceux qui ont installé une majorité de gauche en France, faut-il maintenant jeter le « bébé avec l'eau du bain » et abandonner aux exigences du Medef, les destinées du peuple ?

La question d'un pôle public de financement de l'économie, sous le contrôle des élus et mandatés de la République, au service du développement de l'emploi, se pose avec de plus en plus d'acuité.

Georges Chapuis

AUSSI

Sellière pressé ! Ernest-Antoine Sellière est pressé et s'inquiète des déclarations gouvernementales après les élections régionales. « Nous attendons que, sans erreur et sans lenteur, on mette enfin en œuvre le programme des réformes » a-t-il précisé dans un entretien au Figaro économie. Pour lui, « la perspective "plus de social", cela veut dire plus de croissance ». On s'en doutait un peu. Ce qui l'intéresse, ce sont les profits que vont pouvoir faire les patrons pas le niveau de vie des travailleurs ou des chômeurs.

Rien ne va plus en Europe Comme les deux plus grands, la France et l'Allemagne, ne respectent pas les consignes fixées par le pacte de stabilité, d'autres pays européens jouent la carte du dépassement des fameux 3 % du PIB de déficit. L'Italie, les Pays Bas, le Royaume Uni et la Grèce s'apprentent à braver l'interdit. Bruxelles, de son côté, a décidé de sévir en adressant à deux d'entre eux « un avertissement précoce ». Berlusconi n'en a cure, il estime que « dépasser le plafond n'est pas un délit » puisque Paris et Berlin en font autant. Décidément, l'Europe c'est la pagaille !

Record de bénéficiaires chez Samsung



Samsung Electronics a triplé son bénéfice au premier trimestre. Le géant sud-coréen, troisième fabricant mondial de téléphone mobile et premier producteur mondial de mémoire, a vendu un nombre record de combinés ces trois derniers mois, grâce à l'engouement pour les téléphones appareils photo. Le chiffre d'affaire a grimpé de 50 % et le bénéfice net atteint des records : 2,72 milliards de dollars (3 140 milliards de wons). Samsung devrait dégager ainsi sur l'ensemble de 2004 un bénéfice net de 11 660 milliards de wons. Il y a fort à parier que les salariés n'en verront pas la couleur !

Marks et Spencer licencie

La chaîne britannique de magasins Marks et Spencer va supprimer 500 emplois cette année et de 500 l'an prochain. Ces licenciements auront lieu au sein des bureaux et sièges sociaux à travers toute la Grande-Bretagne. Cette chaîne avait, on s'en souvient, liquidé, en 2001, toutes ses activités hors de la Grande-Bretagne pour se recentrer sur son marché intérieur. Mauvaise stratégie visiblement !

C'EST PAS
SI LOIN

Rwanda, dix ans après Le Rwanda commémorait en avril dernier les dix ans du massacre, selon l'Onu, de 800 000 personnes, perpétré en une centaine de jours dans la quasi-indifférence de la communauté internationale. De tous les pays ou organisations critiqués pour leur inaction ou leur rôle controversé pendant le génocide seule la France n'a pas, à ce jour, demandé pardon. C'est tout juste si Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères entre 1993 et 1995, reconnaissait le 7 avril dernier que la France « avait une part de responsabilité » et de préciser aussitôt « comme les autres ». On affirme pourtant que la France aurait entraîné des Rwandais pour le génocide. Une commission d'enquête confirme également que la France a apporté au régime ethniste d'Habyarimana des soutiens diplomatique, médiatique, militaire et financier.

Élections en Algérie

Aux élections présidentielles du 8 avril, une part à peu près égale des 18 085 000 inscrits a choisi de reconduire le sortant-candidat – près de 8,7 millions de votants, 48 % des inscrits, 83,5 % des votants –, ou de se confondre entre boycott et abstention pour 7,5 millions, soit 43 % des inscrits (et bien sûr 0 votant). Les abstentionnistes coutumiers exclus, se mêlent, côté Bouteflika, les aspirants déclarés à la « mondialisation » via l'OMC et la tutelle de l'Union Européenne, et les islamistes « modérés », ayant place au gouvernement (le MSP, ex « Hamas », ou les FISistes appréciant la « concorde civile », certains d'entre eux se rangeant parmi les non-votants car n'appréciant pas leur non-reconnaissance). Les rejoignent dans l'abstention les Kabyles communautaristes des « Archs » ou les « clanistes » du FFS (Front des forces socialistes) et, issus des rangs communistes, les MDS obsédés par le péril islamiste ou les quelques anti-impérialistes du PADS. Cela réduit d'autant, parmi le 1,7 million d'« opposants », derrière le rival jumeau du sortant, Benflis (825 000 voix), et l'islamiste Djaballah (490 000 voix), et à côté la part des socio-libéraux du RCD (Saadi, 200 000 voix) ou d'anti-mondialistes (Rebaïn, 70 000 voix), celle de Louiza Hanoune, femme et seule candidate (du PT, trotskyste) à affirmer sa non-résignation face au compromis islamisme-impérialisme (115 000 voix).

Peine de mort

1 146 personnes ont été exécutées dans 28 pays en 2003. La Chine, l'Iran et les États-Unis figurent en tête de la liste des pays appliquant la peine de mort selon les chiffres publiés par Amnesty international. 84 % des exécutions ont été pratiquées par quatre pays.

Allemagne

Combatte la résignation et le sentiment d'impuissance

Rencontre avec Franck Spieth qui est le président du DGB (Deutsche Gewerkschaftsbund, la confédération allemande des syndicats) pour le Land de Thuringe. Pierre Lévy l'a rencontré pour parler de la situation en Allemagne.

Le Manifeste : Comment analysez-vous le succès des manifestations du 3 avril, à Stuttgart, Cologne, et bien sûr Berlin ?

F.S. : La mobilisation contre les plans gouvernementaux a été particulièrement forte, ce qui traduit un rejet de ce que le chancelier Schröder a appelé « l'agenda 2010 » : les mesures en cours touchent tout à la fois les droits en matière de licenciement et d'indemnisation-chômage, l'assurance-maladie, les retraites, le statut et l'avenir des conventions collectives. Les plans de la coalition sociale-démocrate/Verte sont très comparables, ou bien même vont plus loin que ce que votre propre gouvernement voudrait imposer, notamment concernant la protection sociale. En matière de santé, depuis le 1^{er} janvier, beaucoup de remboursements ont été considérablement sabrés, alors même que certaines prestations (indemnités journalières, par exemple), assurées jusqu'ici par des cotisations payées par les employeurs et les salariés, ressortent désormais des seules cotisations de ces derniers, avec les hausses que cela suppose... En matière de pensions, les retraites complémentaires assurées jusqu'à présent par les entreprises sont remises en cause.

L.M. : Vous avez récemment évoqué un déferlement du « néolibéralisme »...

F.S. : Dans la réalité comme dans les esprits, c'est aujourd'hui l'économie qui prime sur tout le reste. Vous connaissez cela aussi en France, mais chez nous, c'est un phénomène particulièrement brutal après un

demi-siècle où l'Allemagne de l'Ouest s'était prévalu d'un modèle social consensuel, où les intérêts des différentes classes de la société devaient être conciliés – ce qu'on a appelé l'État-providence. Le capitalisme relevait du « modèle rhénan ». Après la disparition de la RDA – dont l'existence obligeait en quelque sorte

crise sociale. Je pourrais citer également la situation des femmes. Du temps de la RDA, près de 90% des femmes étaient salariées. Cette proportion est tombée à 58% aujourd'hui, soit l'une des plus basses de la RFA. Désormais, à l'instar de l'état d'esprit qui prévaut dans les régions les plus conservatrices du sud de



la RFA à maintenir une dimension sociale – les classes dirigeantes se sont cru tout permis. La brutalité avec laquelle elles s'attaquent aujourd'hui au social, et donc notamment aux plus défavorisés, me semble particulièrement dangereuse. Après tout, c'est à partir d'une exacerbation sociale que la République de Weimar s'est effondrée...

L.M. : La Thuringe est l'un des « nouveaux Länder », issus de l'ex-RDA. Le fossé entre l'Est et l'Ouest a-t-il commencé à se combler ?

F.S. : Au contraire, l'écart des revenus recommence à se creuser. Le taux de chômage reste en moyenne deux fois plus important à l'Est qu'à l'Ouest. Sans parler des sous-emplois sans avenir, aidés par les subsides publics (ABM), qui cachent mal la profondeur de la

l'Allemagne, le travail féminin est pointé comme une des causes du chômage...

L.M. : Tout cela contribue-t-il au développement des luttes ?

F.S. : L'ampleur des manifestations, pour positive qu'elle soit, ne doit pas faire illusion : là où les repères collectifs sont le plus malmenés, là où la pression sur l'emploi est la plus forte, les gens sont bien souvent prêts à tout accepter, tant est grande l'inquiétude pour l'avenir. En outre, si notre Land n'est pas le plus exposé aux délocalisations vers l'Est – encore qu'elles existent, vers la Tchéquie, vers la Pologne – la Saxe par exemple est durement touchée, d'autant que les groupes capitalistes sont de plus en plus avides de subventions publiques pour les attirer à l'Est... et toujours plus vagabonds.

L.M. : Cependant, il y a eu récemment en Allemagne une mobilisation dans la métallurgie...

F.S. : Après l'échec des luttes en 2003 – les métallos demandaient alors la mise en place de la semaine de 35 heures à l'Est comme elle existe à l'Ouest – il s'agissait cette année de mettre l'accent sur les salaires. Mais le patronat de la branche voulait, lui, imposer un allongement de la durée du travail, et ce, à salaire constant ! Pour l'essentiel, cette prétention a pu être tenue en échec : seule, une petite partie des salariés devra travailler jusqu'à cinq heures de plus, en étant payé en conséquence, et sous certaines conditions. Quant aux salaires, ils seront augmentés de 2,2 % en mars 2004, puis de 2,7 % en mars 2005.

Q – Dans ce contexte, quel rôle attribuez-vous au carcan de la monnaie unique et de son pacte de stabilité ?

F.S. : Ce n'est pas le thème central que nous développons. Mais la pression renforcée qui est imposée à travers le dogme du retour à « 3% » de déficit est en effet une dimension importante des restrictions budgétaires. Incontestablement, c'est une arme décisive dans la panoplie des stratèges de la globalisation. Notre priorité, aujourd'hui, c'est de combattre la résignation et le sentiment d'impuissance. Et il y a vraiment du chemin à parcourir !

Propos recueillis
par Pierre Lévy

LA AUSSI :

Colombie : Conflit de la misère

Caricaturé par la presse qui ne retient que l'enlèvement d'Ingrid Bétancourt par les FARC, on oublie que le conflit colombien dure depuis 40 ans.

La majorité des victimes en Colombie sont des civils, pris au piège entre militaires, paramilitaires et groupes armés révolutionnaires. Ces civils sont considérés tantôt comme « collaborateurs », tantôt comme « sympathisants des groupes armés ».

Une situation politique et sociale explosive

Les mouvements d'opposition sont nés en 1960 dans un contexte de lutte pour la terre entre les grands propriétaires terriens, les petits agriculteurs et les paysans sans terre. Une



Photo DK

politique d'exode forcé des paysans et des « indigènes » a été systématiquement menée par les différents gouvernements en Colombie. La réponse des autorités aux demandes de redistribution des terres s'est toujours structurée sur la violence : expulsions et massacres qui n'ont fait qu'aggraver la concentration des terres aux mains des grands propriétaires terriens et entraîné l'exode intérieur de plus de 3 millions de personnes. Au-jour d'hui 53 % des terres appartiennent à 1 % des agriculteurs.

Cette politique, qui ne date pas de la prise de fonction d'Alvaro Uribe, a été menée grâce à la collusion de l'État, des grands propriétaires fonciers et des milices paramilitaires.

Les groupes paramilitaires ne sont pas nouveaux dans le paysage politique en Colombie. État et paramilitaires ont toujours fait bon ménage. L'État fait appel aux milices pour détruire le tissu social qui soutient les mouvements d'opposition. Il ne s'agit donc pas de mouvements incontrôlés, censés s'être constitués pour lutter contre les abus des guérillas. Dénoncés régulièrement par la presse, les associations et les institutions internationales, les groupes paramilitaires sont responsables de milliers de meurtres de civils, d'assassinats politiques, de prises

d'otages, de déplacements de populations. L'Union patriotique (Up), mouvement politique des Farc, a disparu du paysage politique : tous ses membres ont physiquement disparu ! Enfin, pour compléter le tableau, ces milices appelées Auto-défenses unies de Colombie (Auc) sont financées par le trafic de drogue, qu'elles dirigent.

Uribe, dans la continuité d'une politique d'affrontements

Élu avec 53 % des voix (et 52 % d'abstentions) en août 2002, Alvaro Uribe Velez a mis un terme à toute velléité de justice sociale, réservant l'aide de l'État aux seuls « projets productifs de caractère entrepreneurial », un plan financé aux 2/3 par la B.M !

C'est un propriétaire foncier, lié en son temps au cartel de Medellín, promoteur le plus important des Convivir qui, à partir de 1994, avec l'aide de la Cia et du Pentagone, ont permis de légaliser les réseaux de tueurs à gage au service des narcotrafiquants et des propriétaires fonciers. Fort de l'appel à la lutte contre le terrorisme lancé par G. W. Bush après le 11 septembre 2001, Uribe a obtenu de nouvelles aides conséquentes des États-Unis en matière de financement et de renseignement militaire pour transformer tout l'appareil d'État et toute la société en un vaste réseau d'informateurs et de miliciens. Aucun citoyen ne pourra se déclarer neutre.

Uribe a déclenché une véritable chasse aux sorcières. Les arrestations se multiplient, toutes les personnes arrêtées sont accusées de faire partie de la guérilla ou d'en être sympathisants.

Or les Farc et l'Eln (Armée de libération nationale) sont dispersés sur tout le territoire. Il n'existe pas de zones occupées militairement par l'Eln ou par les Farc. Il est donc très difficile de les identifier et de les combattre, ce qui implique pour les autorités cette politique de terreur menée à l'encontre de la population.

Chaque année, les Farc procèdent à des centaines d'enlèvements contre paiement d'un « impôt révolutionnaire » et la libération de leurs prisonniers.

Ils veulent ainsi déstructurer la « gouvernabilité » locale en menaçant les autorités.

C'est une guerre menée contre le gouvernement colombien, contre les États-Unis qui ont toujours soutenu les différents régimes en Colombie, contre les multinationales américaines qui pillent les ressources naturelles du pays, pétrole, charbon, gaz, production électrique, et toute la biodiversité de l'Amazonie. L'enjeu restant la propriété de la terre et de ses richesses...

Le gouvernement d'Alvaro Uribe refuse de négocier la libération des otages et envisage une intervention militaire pour les libérer.



Photo DK

Mais aucune solution militaire ne pourra régler un conflit engendré par la misère, la privation des ressources de la majorité d'une population méprisée et terrorisée. Le seul espoir de paix pour la Colombie passe par la redistribution de leurs terres aux petits paysans et aux Indiens, l'arrêt des massacres des villageois et l'arrêt des assassinats, une véritable lutte contre les narcotrafiquants et l'arrêt du pillage des matières premières.

Il s'agit en quelque sorte d'une histoire d'urgence pour un changement de société.

Marie-Catherine Andreani

Emblème de la Rda Manfred Jansen, un homme d'affaire d'Allemagne de l'Ouest,



vient d'acheter pour la somme ridicule de 300 euros les droits de reproduction de l'emblème de l'ex-Rda. Il pourra ainsi exiger une redevance chaque fois que le marteau et le compas dans une couronne de seigle seront utilisés. N'importe qui peut maintenant s'approprier un symbole national et le commercialiser. Pauvre monde !

Droits violés aux Usa
La cour internationale de justice de La Haye a statué que les droits de 51 Mexicains condamnés à mort au Usa avaient été violés et ordonné le réexamen de leur dossier. Ces ressortissants mexicains se sont vus priver du droit de recevoir l'assistance de leur gouvernement. Il reste que les jugements de cette cour ne sont pas toujours suivis d'effets !

Implication étatsunienne
Les deux plus hauts gradés de l'armée vénézuélienne disent avoir des preuves de l'implication étatsunienne dans la participation au coup d'État de 2002 qui a chassé brièvement Hugo Chavez du pouvoir. Des avions étatsuniens sont entrés dans l'espace aérien du pays et des soldats sont arrivés à Fort Tiuna, principale base militaire vénézuélienne, pendant le coup d'État de généraux dissidents. L'ambassade américaine s'est refusé à tout commentaire.

Amina toujours menacée de lapidation
Le tribunal suprême du Nigeria a ratifié la condamnation à mort par lapidation d'Amina. L'exécution n'avait été que retardée de deux mois pour qu'elle puisse se séparer de son bébé. Après ce délai, elle doit être enterrée jusqu'au cou et lapidée. Il est encore possible de la sauver. Vous pouvez adresser vos signatures sur <http://www.amnistiapornigeria.org>.

Leyla Zana à nouveau condamnée
L'ex-députée kurde, Leyla Zana vient d'être condamnée une nouvelle fois à 15 ans de prison ainsi que trois de ses collègues. Ce nouveau procès voulu par la Cour européenne des droits de l'Homme confirme le jugement précédent. Leyla Zana, Hatip Dicle, Oran Dogan et Selim Sadak avait été condamnés en 1994 pour soutien à la rébellion kurde. Le principal avocat des ex-députés fait appel devant la Cour de cassation et regrette que « les juges aient agi avec des préjugés ».

Un petit tour...

Capitale : Santa Fe de Bogotá
Superficie : 1.141.748 Km² 1 300 km de côtes sur l'Océan Pacifique et 1 600 km sur la Mer des Caraïbes.
Population : Environ 40 millions d'habitants
Répartition de la population : 75% dans les régions andines, 21% côte caraïbe, 4% côte pacifique.
Découpage : La Colombie est divisée politiquement en 32 départements.
Langue officielle : espagnol.
Autres villes importantes : Medellín, Cali, Barranquilla, Cartagena.

Sa variété topographique et climatique fournit à la Colombie une énorme diversité de produits agricoles : Café (2^e exportateur mondial de café doux, après le Brésil), coton, riz, maïs, sorgho, soja, céréales, manioc, palmes africaines, cacao, tabac, canne à sucre, fruits tropicaux, fleurs, etc. La Colombie est le premier producteur d'émeraude et de cuir en Amérique du Sud et occupe une place importante pour la production de platine, d'or, d'argent et de pétrole.

Source : <http://www.colombiaweb.net>

ET POURTANT
ELLE TOURNE...

Kosovo sous silence
Le Kosovo qui a fait la une des médias quand il s'est agi de bombarder la Yougoslavie a disparu de nos informations. La province du Kosovo gérée aujourd'hui par une administration de l'Onu et occupée par 20 000 soldats commandés par l'Otan connaît un taux de chômage de plus de 70 % et est devenue une plaque tournante de trafics en tout genre. Le Kosovo qu'on nous avait promis multiethnique est dominé par la discrimination raciale. Bref comme toujours, on nous a menti. Alors aujourd'hui on préfère faire silence.

Conférence pour la résistance irakienne
Une conférence internationale de solidarité avec le peuple irakien en lutte se tiendra le samedi 15 mai à l'Institut d'études politiques et sociales, de 9 h à 17 h (30, rue Cabanis 75014 Paris). Le comité d'organisation est composé de Jaime Ballesteros (Espagne), Georges Labica (France), Bruno Drweski (France), Jean-Pierre Page (France), Fausto Sorini (Italie) et Subhi Toma. Contact sur Internet : conf-irak@urbs.org.

Deuxième mort de Staline
La ville de Budapest vient de se débarrasser d'un citoyen d'honneur qui lui posait problème depuis la chute du mur : Joseph Staline. Staline avait été nommé citoyen d'honneur de la capitale hongroise le 7 novembre 1947 en tant que « libérateur de Budapest ». L'armée rouge avait, en effet, libéré Budapest en 1945 après de durs combats. La résolution adoptée par la mairie, le 29 avril, souligne que la présence symbolique de Staline sur les tablettes de la ville était intolérable : « Staline a commis des crimes atroces contre l'humanité, l'Europe, la Hongrie, le peuple hongrois et contre Budapest et ses habitants, par conséquent, il ne mérite pas d'en être citoyen. » C'est oublier un peu vite que le gouvernement fasciste de la Hongrie était l'allié de Hitler pendant la seconde guerre mondiale. Les Hongrois, pas plus que les autres, n'ont la vocation de réécrire l'histoire !

Expo sur le Viet Nam
Le Musée de l'histoire vivante de Montreuil présente du 12 mai au 15 novembre une exposition « de l'Indochine au Viet Nam » à laquelle a participé l'historien Alain Ruscio. Une documentation rare a été rassemblée : journaux, affiches, objets en provenance de collections publiques ou privées, tant en France qu'au Viet Nam. Le visiteur pourra, d'une salle à l'autre, voyager dans le temps et l'espace : des débuts de la conquête à Da Nang, en 1858, au désastre final de Dien Bien Phu en 1954. Musée de l'histoire vivante : Parc Montreuil - 31, boulevard Théophile Sueur 93100 Montreuil (www.Museehistoirevivante.com)

Asie centrale : Que sont devenus ces pays ?

Entretien avec le géographe Pierre Thorez, enseignant à l'Université du Havre.

Le Manifeste : On parle peu de l'Asie centrale dans les médias français. Quelle a été l'évolution de ces pays depuis l'éclatement de l'Union soviétique ?

Pierre Thorez : À la fin des années 80, il y avait quelques mouvements nationalistes. Mais ces pays sont devenus indépendants alors qu'ils ne le souhaitaient. Ils voulaient une union renouvelée, et le Président du Kazakhstan a tout fait pour aboutir à la création de la CEI. Les républiques musulmanes souhaitent maintenant le système rouble, et c'est la Russie qui n'a pas voulu. À Moscou, certains courants pensaient que ces républiques coûtaient plus cher qu'elles ne rapportaient, et que la redistribution des richesses se faisait en leur faveur. Les considérations politiques n'ont pas été absentes non plus : il fallait faire éclater le système soviétique dans sa totalité, politiquement, géographiquement, économiquement.

Un deuxième élément qu'il faut avoir en tête, c'est qu'aucun de ces pays n'a eu d'existence précédemment dans les frontières actuelles. Ils ont été constitués à partir des frontières issues des divisions administratives héritées de la période soviétique. Ils ont dû se forger une identité nationale de toute pièce, se trouver des héros nationaux. Ils sont plusieurs à revendiquer Tamerlan, par exemple.

Au Ferghana, ce découpage pose problème. C'est une région très riche, divisée administrativement par les soviétiques. Or, l'Ouzbékistan a fermé ses frontières alors que les habitants du Ferghana avaient l'habitude de voyager d'un bout à l'autre de la région. Officiellement il n'y a pas de conflits frontaliers, mais les gens vivent très mal de ne plus pouvoir circuler librement. C'est d'ailleurs une

question exploitée par les Islamistes. Le Turkménistan est très isolé. L'Ouzbékistan a pris l'initiative de fermer ses frontières et de se développer de manière aut centrée. Les trois autres ont leurs frontières ouvertes et maintiennent des relations régulières.

L.M. : Comment a évolué le quotidien des peuples d'Asie centrale ?

P.T. : La situation la plus dramatique est celle du Tadjikistan, qui a connu un effondrement du niveau de vie. En Ouzbékistan et au Kazakhstan, un petit groupe s'est fortement enrichi. Il y a un véritable appauvrissement dû au sous emploi, puisque bon nombre d'activités industrielles ont cessé. La production agricole, à l'exception du coton qui est maintenu par l'État, est complètement désorganisée. On est passé d'une production agricole exportatrice - coton, fruits, légumes - à une production

d'autosubsistance. Les gens produisent des céréales pour eux-mêmes. On revient à des formes d'agriculture archaïques, à l'utilisation de l'araire par exemple. On observe le même recul dans l'élevage. Auparavant, on élevait du mouton. La laine était collectée et commercialisée. Aujourd'hui, cette production est abandonnée et il y a un fort recul du cheptel. Au niveau du commerce, c'est le secteur informel qui prédomine. Les pays d'Asie centrale s'en sortent plutôt mieux que ceux du Caucase. Au Tadjikistan, où il y a eu un fort recul de la scolarisation, l'État fait un effort particulier pour la relancer. Le délabrement des institutions publiques est moindre que dans d'autres anciennes républiques. Au niveau des services publics, les anciens réseaux, l'eau potable, le réseau électrique, les transports, continuent à fonctionner.

L.M. : On parle des res-

sources pétrolières des pays d'Asie centrale ? Qu'en est-il ?

P.T. : Au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, les compagnies pétrolières occidentales se sont implantées pour mettre la main sur les réserves de pétrole et de gaz. Toutes les grandes compagnies sont là-bas, avec des stratégies différentes : sociétés d'économie mixte, concessions, ... Mais en Ouzbékistan, le gaz est resté la propriété de la compagnie nationale. Les réserves ont été surestimées : ce n'est pas le nouvel eldorado promis. L'enjeu se situe par contre au niveau de la construction des oléoducs pour l'évacuation des hydrocarbures, avec des projets concurrents.

L.M. : Et au niveau géostratégique ?

P.T. : Les Russes ont plutôt bien joué le coup. Quand les Américains ont installé des bases, les Russes se sont installés eux aussi. Au Kirghizstan, il y a eu des incidents graves entre les soldats américains et la population. Du coup, les soldats américains restent cantonnés dans leurs bases.

Les Russes, eux, ont construit des habitations, ils ont organisé des fêtes. Ils sont accueillis avec sympathie. Les pays d'Asie centrale sont très russophiles. Beaucoup de Tadjiks vont travailler en Russie. Au Kazakhstan, il y a une importante minorité russe. L'Ouzbékistan a signé des accords de partenariat avec la Russie pour ses usines aéronautiques. Ces pays conservent des liaisons aériennes avec la Russie. Beaucoup de produits sont importés de Russie. Sans même parler de liens personnels, privés qui perdurent. Et même s'il y a eu un recul, le poids de la Russie dans les échanges avec les pays d'Asie centrale a tendance à se stabiliser.

Les pays d'Asie centrale jouent sur plusieurs tableaux : l'Union européenne, la Russie, les États-Unis, la Chine... La Turquie a développé des relations avec ces pays, elle y construit des écoles, des mosquées. L'Iran et la Chine, également, ont développé des relations de coopération. Pour la Chine, il y a un intérêt stratégique évident, empêcher l'expansionnisme américain.

Ils font penser aux non-alignés des années 60. Il est difficile de dire comment ils vont évoluer. Ils ont le souci de s'affirmer comme pays souverains et indépendants.

Propos recueillis par Caroline Andreani

La présence américaine en Asie centrale

Entretien avec Julien Thorez, géographe, ATER à l'Université de Nantes. Il a vécu deux ans en Asie centrale pour préparer une thèse.

« Les pays d'Asie centrale ont signé des accords de coopération militaire avec les États-Unis. Ils sont plutôt pro-américains et mènent une politique économique libérale. Mais il ne faut pas négliger l'aspect financier de ces accords. Par exemple en Kirghizie, le pays qui est très pauvre touche de l'argent à chaque atterrissage et à chaque décollage, et pour le stationnement des avions.

Les troupes - il n'y a pas que les Américains, les Français aussi sont là-bas - sont peu visibles. Les Américains sont même cantonnés dans leurs bases, ce qui montre que la population n'est pas pro-américaine.

En même temps, au moment du 11 septembre, au Kazakhstan, à Almaty, l'ancienne capitale, des milliers de fleurs ont été déposées devant l'ambassade des États-Unis. Les Kazakhes se sont sentis touchés par ces attentats commis par des « barbares islamistes ».

Les populations sont inquiètes par ce qui se passe en Afghanistan, mais il n'y a pas de ponts avec les mouvements islamistes afghans. La pratique de l'Islam en Asie centrale n'est pas rigoriste. Mais les Islamistes sont la seule expression possible d'opposition dans ces régimes qui restent très autoritaires. Il y a un autre facteur : à une époque, les islamistes recrutait des combattants pour un salaire de 100 dollars par mois. Pour les familles pauvres, c'était une source importante de revenus. Les islamistes peuvent mobiliser facilement à cause de la détresse et de la crise économique. »

Un habitant de Bagdad témoigne

« Diviser pour régner »

Ghazwan al-Mukhtar est un ingénieur irakien habitant Bagdad. Il est membre du Conseil de direction de l'International Occupation Watch Center à Bagdad. Durant 13 ans, il a agi contre le blocus et les sanctions de l'ONU. Depuis le début de cette guerre, al-Mukhtar témoigne sur la destruction de l'infrastructure de son pays, sur les représailles exercées par l'armée américaine, sur le banditisme de firmes comme Halliburton et Bechtel... Juste avant son départ pour la Belgique, il se trouvait dans la ville assiégée de Fallujah. Il a témoigné devant le Brussels Tribunal.

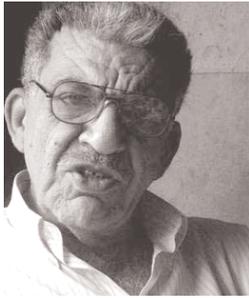


Photo DR

Ghazwanal-Mukhtar : L'occupation est plus pénible pour les pauvres. Les atrocités provoquées par les sanctions, comme la sous-alimentation, par exemple, ont encore augmenté. La situation des hôpitaux est encore pire qu'en 1990. L'Irak était un pays doté d'un des meilleurs systèmes de santé du Moyen-Orient. Les sanctions ont mis tout cela en l'air. Ça doit finir, car les gens ont assez souffert. Et pour rien. Ce n'est pas la faute des gens. Ce ne l'était pas en 1991, et ce ne l'est toujours pas aujourd'hui.

Christophe Callewaert : Qu'en est-il de l'approvisionnement en pétrole ? A-t-il été rétabli ?

G.a.M. : Aujourd'hui, force nous est de constater qu'ils n'utilisent même pas les raffineries ! Même si elles n'ont que peu, voire pas du tout, souffert de la guerre. L'Irak importe des produits raffinés du Koweït et de la Turquie. Cela passe par le biais de la firme américaine Halliburton. Celle-ci facture l'essence à 2,64 dollars le gallon (un gallon US = 3,78 l). C'est terriblement cher. La firme irakienne Somo importe le même

pétrole raffiné du Koweït et de la Turquie pour 97 cents le gallon. Un prix en concordance. Halliburton reçoit donc 2,7 fois ce prix. Entre mars et décembre, pour ces seules importations, Halliburton a touché 200 millions de dollars alors qu'ils n'auraient dû n'en toucher que 77 millions. Bénéfice pour Halliburton : 123 millions de dollars. Les autorités américaines vendent le pétrole qu'elles ont acheté à Halliburton à... 15 cents le gallon ! C'est une sale plaisanterie et qui coûte cher.

Je me moque que Halliburton arnaque le gouvernement américain, mais cet argent, c'est à l'Irak que Halliburton le vole. Car le gouvernement américain paie Halliburton avec l'argent qu'il gagne sur l'exportation du brut (pétrole non raffiné) irakien. Jusqu'à présent, celui-ci a déjà rapporté 7 milliards de dollars. Et Halliburton en ramasse une partie en cadeau.

Maintenant, si vous me demandez pourquoi ils ne rétablissent pas les raffineries, je pense à Halliburton et à ses gigantesques pillages. Si les raffineries étaient rétablies, ces millions de dollars passeraient sous le nez de Halliburton.

C.C. : Le gouvernement irakien ne proteste-t-il pas contre cet état de chose ?

G.a.M. : Quel gouvernement irakien ? Le conseil gouvernemental irakien a été désigné par les États-Unis afin de défendre les intérêts américains en Irak, afin de protéger ses possessions et de servir ses intérêts commerciaux. Les Américains et les membres du conseil gouvernemental sont occupés à piller notre pays.

Un scandale n'est pas encore dévoilé qu'il en éclate déjà un nouveau.

Le fils d'un membre du conseil gouvernemental a fondé une firme en

vue de gérer le réseau de téléphonie mobile dans le Sud. Un autre a un contrat de sécurité et il travaille avec des mercenaires. Tous ramassent de l'or en barre. La plupart des membres du conseil gouvernemental vivaient aux États-

sommes rendus à l'endroit probable où il a été torturé. Très prudemment, nous avons constitué un dossier solidement documenté. Un médecin a constaté que l'homme avait reçu plusieurs coups sur l'arrière de la tête, ce qui lui avait

que les Américains sont occupés à vider complètement leur pays.

C.C. : On nous dit que les tensions entre sunnites et chiïtes augmentent et que les troupes américaines doivent

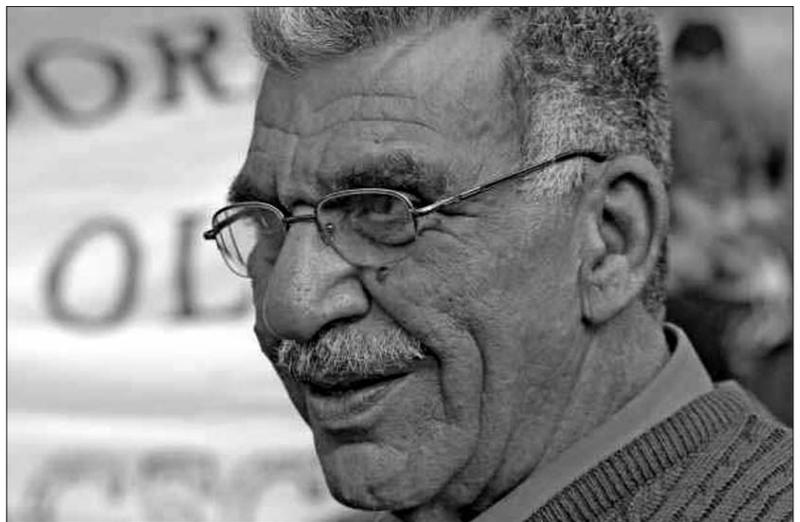


Photo DR

Unis ces 20 dernières années. Et aujourd'hui, ils veulent se remplir les poches le plus vite possible. Et vous voudriez appeler ça un gouvernement qui prend ses responsabilités ?

C.C. : La population irakienne est-elle au courant de tout cela ?

G.a.M. : Non. C'est ça, le problème. Parce que certains journaux sont totalement payés par le conseil gouvernemental. Il y a donc peu de chances qu'ils aillent dévoiler les activités de pillage de ceux qui les nourrissent. D'autres journaux, qui ont tenté d'être objectifs, ont été fermés sur ordre du conseil gouvernemental ou de l'occupant. J'en connais cinq.

C.C. : De temps à autre, en Occident, on perçoit des infos où il est question de torture...

G.a.M. : En ce moment précis, Occupation Watch, l'organisation à laquelle je collabore, enquête sur l'affaire d'un homme qui a été arrêté à Kirkuk. Avec une équipe de cameramen d'Al Jazeera et un avocat américain, nous nous

occasionné des lésions cérébrales. Aux pieds, il avait des taches noires qui, selon le médecin, sont dues à une électrocution. Quand le reportage a été fin prêt, Al Jazeera a refusé de le diffuser. Le journaliste a dit : « Si on le fait, ils nous ferment ».

Les Américains essaient de présenter la résistance comme une bande de tueurs. Les journaux pro-américains parlent d'al-Sadr, le dirigeant chiïte qui a déclaré que manifester n'avait plus de sens et qu'il était temps de passer à la résistance armée, comme d'un bandit et d'un criminel. Mais je ne pense pas que la population se laisse beaucoup impressionner par ces mensonges. Le seriez-vous si vous aviez subi une première guerre, puis douze ans de blocus et, maintenant, une nouvelle guerre ? Beaucoup d'Irakiens sont convaincus que les Américains nous mentent en permanence, qu'ils n'ont jamais eu l'intention de reconstruire le pays et qu'ils maltraitent les Irakiens. De plus, les Irakiens commencent aujourd'hui à dire tout haut

rester sur place afin d'éviter une guerre civile.

G.a.M. : Les États-Unis veulent précisément que chiïtes et sunnites en viennent aux mains. Car, dans ce cas, ils pourront dire : nous sommes les seuls, ici, à pouvoir encore arrêter cette violence. Ils ont dissous notre armée, notre police et nos services de sécurité. Ainsi, les Américains sont devenus la seule force encore à même de rétablir l'ordre. Ensuite, ils ont commencé à dresser les sunnites et les chiïtes les uns contre les autres. Dans l'histoire de l'Irak, nous n'avons encore jamais vécu cela. Depuis les années 40, il y a eu toute une série de ministres chiïtes et cela n'a jamais constitué un point de discorde. Les Américains ont été poussés à la défensive. Maintenant, ils essaient de s'en sortir avec la vieille tactique du « diviser pour régner ».

Christophe Callewaert
rédacteur à Indymedia
article complet sur
www.solidaire.org



Photo Military Coffins

Après les régionales et dans la perspective des européennes

La France a besoin d'un vrai parti communiste

Après les résultats des élections régionales et cantonales de mars dernier et quelques semaines avant l'élection européenne, le

débat doit s'engager parmi les communistes. Un premier bilan des régionales montre bien que quand les communistes redeviennent eux-mêmes, ils marquent des points comme c'est le cas dans le Nord ou en Picardie. Dans cette situation où la droite est majoritairement rejetée, notre pays a de plus en plus besoin d'un vrai parti communiste et révolutionnaire. Il n'y a pas d'autre issue que de reconstituer une vraie force communiste, combattive et rassembleuse. Dans quelle mesure les élections européennes peuvent-elles être un moment de l'affirmation de positions anticapitalistes claires. *Le Manifeste* lance le débat avec Maxime Gremetz, Conseiller régional et député de la Somme qui conduisait la liste aux régionales en Picardie et Jean-Jacques Karman, Vice-président du Conseil général de Seine-Saint-Denis.



Photo DR

aux régionales méritent une analyse attentive, mais un constat s'impose d'emblée avec force : le succès des listes communistes comme celles de toute la gauche est avant tout l'expression d'un rejet massif de la politique ultra-libérale menée au pas de charge par la droite depuis 2 ans.

Là où nos listes ont progressé sensiblement, nous avons su redevenir une force qui porte la colère de ceux qui se battent chaque jour pour vivre, écrasés par la précarité, le chômage et la menace permanente de licenciement. Si un redressement s'amorce c'est que le Parti communiste commence à retrouver sa capacité à être la force des révoltés, il apparaît à nouveau comme le combattant des injustices.

Mais cette identité, qu'il faut reconquérir dans les quartiers, les entreprises, auprès du mouvement social et syndical, n'est pas la seule vocation des communistes. Notre rôle est également d'inventer, de proposer et de soumettre au débat des solutions alternatives à celles du libéralisme mondialisé.

Or, aux élections régionales aucun parti, aucune liste à gauche n'a emporté une majorité des suffrages par adhésion des électeurs à son projet.

Même les socialistes l'admettent et annoncent ouvrir le chantier d'un projet pour « l'alternance ».

Un défi extraordinaire

Pour les communistes, le défi est autrement plus vaste. Quelles propositions allons nous porter pour que le vote communiste soit à la fois une arme contre la politique libérale, quel que soit le gouvernement qui la mette en œuvre, et l'expression du rassemblement autour d'un projet alternatif au capitalisme ?

Certaines de nos listes aux régionales ont obtenu un résultat à deux chiffres, or ce sont justement celles qui avançaient des propositions concrètes dans tous les domaines où des millions de femmes et d'hommes sont victimes de la régression libérale depuis tant d'années.

Licenciements, précarité, éducation, logement... là où, sur ces enjeux, les communistes ont porté des solutions alternatives et crédibles nous avons considérablement progressé.

Intervenir dans chaque bataille, combattre le capitalisme avec les salariés et les chômeurs, en proposant des mesures concrètes. Enrichir nos projets dans le débat avec les hommes et les femmes que nous rencontrons. Ouvrir avec eux des perspectives de changement immédiat, c'est la démarche communiste que nous devons reconduire sans

attendre pour les élections européennes. [...]

Ne pas se tromper de chemin

Comme toujours aucune proposition concrète qui pourrait donner corps à une Europe sociale n'est mise en débat. Au contraire, la direction se contente de clamer qu'il faut une autre Europe ou des institutions plus démocratiques, comme si le contenu d'une nouvelle construction européenne n'avait pas d'import-

de le faire, cherche à nous imposer la constitution d'un parti européen. En effet, les communistes vont être consultés sur leur adhésion à un « Parti de la gauche européenne » sans savoir quel contenu politique fonde de cette nouvelle organisation. Aucune indication n'est donnée sur le projet pour l'Europe que porte ce nouveau Parti ni même sur les orientations qui déterminent l'adhésion du PCF et des autres formations européennes.

Un parti de la gauche européenne : la dérive !

Alors que plus que jamais nous avons besoin d'un rassemblement des forces progressistes en Europe afin de débattre, de confronter nos propositions et de nous rassembler autour d'un projet commun, la direction



Photo Patricia Letour

nous suggère d'enterrer notre participation à un Parti politique stérile, en reproduisant une démarche d'alliance sans contenu qui a suffisamment coûté aux peuples et aux communistes par le passé.

Dans la lutte qui s'engage, à quoi servira un parti dont le seul but affiché est de se doter d'une direction bureaucratique et de statuts qui lui permettent de fonctionner sans dire ses objectifs politiques.

Plus encore, la direction nationale incapable d'élaborer une ligne politique, une stratégie, lisible et efficace, ou refusant

Les élections régionales ont, pour la première fois depuis trente ans, traduit un redressement net et sans équivoque de l'influence du parti communiste. Ce résultat inattendu est né de la colère de ceux qui subissent les ravages du bulldozer anti-social conduit par Raffarin et son gouvernement.

Un immense espoir

Mais le résultat des listes communistes suscite aussi un immense espoir. Nous devons sans attendre en tirer tous les enseignements tant pour les prochaines élections européennes que pour la reconquête par le P.C.F. de l'espace politique indispensable à la reconstruction d'une alternative au capitalisme.

Les raisons multiples de la remontée des communistes

Renverser la domination capitaliste

Sans compter le montant exorbitant qu'il nous faudra verser pour adhérer à ce soit disant parti de la gauche européenne. Nous appelons les communistes ainsi que tous les progressistes européens à s'opposer vigoureusement à la création de cette structure, parce qu'elle incarne exactement l'inverse de ce qu'il faut faire pour rassembler les forces de transformation sociale en Europe. Nous refusons de nous fondre dans un carcan centralisé ; l'avenir naîtra de la mobilisation des forces de chacun dans le combat autour d'un projet construit en commun. [...]

Proposition pour une autre Europe

Contre le principe de subsidiarité libérale, la subsidiarité sociale peut être l'un des fondements d'une nouvelle construction européenne. Aucun peuple d'Europe ne souhaite voir l'Union européenne se substituer aux États qui en sont membres. Pourtant, l'articulation actuelle entre les règles européennes et les règles nationales suit le modèle unique de la substitution des premières aux secondes, par ce qu'on appelle la « primauté du droit communautaire ». Là où l'Union est compétente, ses normes brisent systématiquement la réglementation des États. Cette situation se traduit par le démantèlement de tous les mécanismes de solidarité sociale nationale, acquis de haute lutte par les travailleurs européens. Elle vise en définitive à supprimer toute possibilité d'alternative au capitalisme et à la domination du marché.

En proposant que le principe de « subsidiarité sociale » devienne l'un des fondements d'une nouvelle construction européenne, nous voulons changer radicalement le sens de cette construction. La subsidiarité sociale consiste à modifier en profondeur le rapport entre les règles européennes et les règles nationales, en faisant toujours prévaloir celle qui socialement est la plus favorable. [...]

Maxime Gremetz

Vos photos, livres de droits, sur tous sujets... Çà nous intéresse.



Photo DR

Si le Pcf, à son dernier congrès avait adopté une ligne nationale pour les élections régionales, il n'y aurait pas eu cette position à la carte selon les régions allant de la liste avec le Ps sur ses positions jusqu'à la liste purement communiste sur des positions identitaires. En passant par une liste proche de « Bouge l'Europe » et rassemblant des personnalités du mouvement social – qui pour certaines ne représentent qu'elles-mêmes – avec des personnalités communistes en Région parisienne.

Le Pcf doit être lui-même

La direction du parti crie victoire parce qu'il y a plus de Conseillers régionaux communistes élus. Elle met en avant les résultats en Région parisienne. En réalité, les choses sont plus contrastées que cela. Un nombre important de Conseillers régionaux ont été obtenus dans le cadre d'une alliance dès le premier tour avec le Ps sur son programme. Ce qui est intéressant dans le résultat de quelques régions, en particulier dans le Nord et la Picardie, c'est que sur une base identitaire qui les faisait apparaître comme communistes, ils sont en bonne

position par rapport aux présidentielles. Se présenter avec l'identité communiste ne fait pas reculer le score du Pcf, au contraire. Quant à la Région parisienne, on n'atteint pas un résultat si mirobolant. On est en recul par rapport à la dernière fois où nous sommes présentés seuls. Sur Aubervilliers, par exemple, aux Régionales de 1992, on avait fait 31 % et le Ps 9 %.

Aujourd'hui la liste gauche populaire et citoyenne fait 19 %, la liste Ps et Vert fait 33 %. On mesure bien que ce n'est pas vraiment une avancée du Pcf. Cette tendance est visible quand on regarde les résultats de plusieurs cantons en Seine-Saint-Denis. Le Pcf perd six sièges même s'il en gagne un et le Conseil général a failli basculer à une voix près. Le Parti communiste doit être lui-même et être sur des positions de classe, des positions communistes. Les gens ne perçoivent plus le Pcf comme leur apportant quelque chose, qui les aide à progresser, à les défendre et en même temps refusent les mauvais coups. Pour l'élection européenne qui arrive, l'argumentation de la direction du Pcf est sur le principe d'une Europe non libérale. Je ne crois pas que ça parle aux travailleurs qui sont sous le coup de licenciements, des conséquences des directives de la commission européenne. Le Ps aussi se dit antilibéral.

Sortir de Maastricht

À aucun moment, la direction du Parti n'avance de propositions tendant à remettre en cause Maastricht. 80 % des

lois françaises d'aujourd'hui sont inspirées par les directives européennes, les économies européennes sont imbriquées. La direction du parti laisse pourtant entendre qu'il y aurait impossibilité de continuer à construire une Europe qui se veut la plus sociale possible. On touche au cœur du problème. Ce n'est pas en réformant la société ou la construction européenne qu'on débouche sur un changement de société. C'est en étant sur des positions de rupture avec cette société. Le mot d'ordre appelant à sortir de l'Europe de Maastricht est possible. La monnaie unique qui était soi-disant incontournable n'a pas cours en Grande-Bretagne. Il existe donc bien des possibilités. Notre pays ne serait pas malade de sortir de Maastricht, au contraire, il se soignerait des mauvais traitements que lui infligent les directives. Comme par exemple, les directives sur l'électricité qui vont libéraliser le marché de l'électricité. Directives approuvées à Barcelone par Chirac et Jospin au nom de la gauche plurielle. Aucun des ministres communistes de l'époque ne s'est désolidarisés de ces décisions qui mènent à la privatisation d'Edf. Mieux, aujourd'hui des élus, des maires communistes responsables d'organismes s'inscrivent dans la recherche d'appels à la concurrence.

L'élargissement de l'Europe est un des autres points révélateurs. La direction du Pcf se réjouit de cet élargissement et dit oui à l'entrée du peuple tchèque dans l'Europe mastrichtienne alors que le Parti communiste tchèque a, seul dans ce pays, appelé à voter non. Un non qui a rassemblé 30 % des voix. Le Parti communiste tchèque refuse que son peuple soit sous le joug colonial du traité de Maastricht. La position du Pcf aujourd'hui est contradictoire avec un non confirmé à Maastricht. Ce qui motive d'ailleurs le refus du Pcf tchèque de s'inscrire dans le

cadre d'un parti de la gauche européenne.

La question du contenu est toujours incontournable y compris pour la construction du parti de la gauche européenne. Est-ce un hasard si les quatre partis qui s'apprennent, aux côtés du Pcf, à créer ce parti, ont tous approuvé Maastricht. Quelle est l'utilité d'un parti de gauche sur ces positions ? Si la question était de constituer une force communiste européenne sur des bases de classe pour faire échec à l'Europe du capital, alors je dirais oui tout de suite. La Gauche communiste du Pcf s'est d'ailleurs depuis longtemps prononcé pour la constitution d'une nouvelle internationale. Pas une internationale centralisatrice qui déciderait de tout mais un lieu démocratique où les communistes, les progressistes du monde pourraient échanger, coordonner leurs actions et lutter contre l'impérialisme. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit puisque cette création se fait dans le cadre de directives européennes suscitant la création de partis européens financés pour peu qu'ils se situent dans le cadre défini par l'Europe.

La question centrale pour les marxistes qui est celle de la question des réformes et de celle de la révolution est posée sur de nouvelles bases mais reste sur le fond la même qu'au début du XIX^e siècle. Il faut s'attaquer à la logique capitaliste et aider notre peuple à renverser la domination capitaliste dans notre pays. Sur ces bases-là, on pourra construire avec d'autres une autre Europe réellement socialiste tournant le dos totalement aux traités de Maastricht, Amsterdam et Nice.

Jean-Jacques Karman

Propos recueillis par Patricia Latour

Antonio Gramsci

L'intellectuel qui

« Nous devons empêcher ce cerveau de fonctionner pendant vingt ans ». C'est par ces mots que le procureur du Tribunal spécial fasciste conclut le procès et condamne Antonio Gramsci à 20 ans de prison. C'était le 4 juin 1928, deux ans après son arrestation à Rome. Il demeurera en prison jusqu'à mort, en avril 1937.



Document Schabert

Très souvent, et à juste titre, mis en relation avec la vie nationale italienne, le lieu de naissance d'Antonio Gramsci demeure très important pour la suite de son parcours et de son œuvre. Né en 1891 en Sardaigne, il se frotta très tôt à la dure réalité de l'île. En effet, l'unité politique que connaît l'Italie de 1861 n'est qu'une illusion, surtout dans ce sud arriéré, le Mezzogiorno. Ces régions ont conservé les traditions de l'économie latifundiste. Les terres de ces régions qui vivaient en majorité de l'agriculture étaient aux mains de grands propriétaires terriens. Gramsci et sa famille n'échappèrent pas à cette dure réalité. En effet, à la suite de l'emprisonnement de son père, le jeune Antonio et ses six frères et sœurs furent élevés par leur mère. Malgré d'excellents résultats scolaires, il fut contraint à quitter l'école à 12 ans et d'aller travailler. Après une série de leçons privées, sa famille se sacrifia. Il réussit à retourner au collège puis au lycée, à Cagliari, d'où il sortit diplômé. Il obtint à cette occasion une bourse pour l'université de Turin. Il est certain que son arrivée dans la capitale piémontaise sera décisive dans son désir d'engagement. En effet, à cette époque, Turin était considérée comme un baromètre politique et social. Les usines Fiat demeuraient un point d'appui de la classe ouvrière. Il suivit de près le climat social de la ville mais fréquenta surtout les bancs de l'université. C'est là qu'il ren-

contra un jeune étudiant venu de Sardaigne comme lui, bien que natif de Gênes, également intéressé par la classe ouvrière turinoise : Palmiro Togliatti. Les deux étudiants fréquentèrent les milieux socialistes de la ville et adhérèrent au Parti Socialiste Italien (PSI). Gramsci initia alors une activité journalistique. Handicapé par sa santé, il délaissa peu à peu ses études. Un article paru dans le Grido del Popolo en 1914 le fit entrer de plein pied dans le débat politique de l'époque. Entrevoyant dans l'article des signes d'« interventisme », le Psi le mit en marge.



Document Schabert

Le Conseil d'usine

Ce fut le début de son éloignement du Psi, en compagnie entre autres de Togliatti et de Bordiga. Celle que l'on n'appelait pas encore *tendance* prend de plus en plus d'envergure, tout en s'éloignant de la ligne officielle du Psi. La première étape fut la création du journal *L'Ordine Nuovo* en 1919. Ce journal devint l'organe de la frange communiste du Psi mais joua surtout le rôle de moteur d'un projet politique et économique : le Conseil d'usine. Un article de Gramsci, *Démocratie ouvrière*, établit les critères de mise en place des conseils. Ces « Soviets à l'italienne », préconisaient la prise du pouvoir des unités de production par les ouvriers. Turin, qui était un

symbole des luttes ouvrières, fut une nouvelle fois la ville-témoin. Après le déclenchement d'une grève générale, plus d'une douzaine d'usines tombèrent aux mains des ouvriers qui procédèrent à des occupations armées. Une discipline d'organisation fut mise en place, on commença à gérer la production. Il faudra la dure répression des forces de l'ordre pour mettre fin aux gestions ouvrières. Le mouvement des conseils n'avait pas obtenu un franc soutien du Psi. Malgré l'échec, la frange communiste fut encouragée par cette expérience. En janvier 1921, lors du congrès du Psi à Livourne, les communistes se réunissent dans un théâtre de la ville. Le Parti communiste d'Italie est créé. Les années 1921-1926 seront une époque riche du point de vue de sa production théorique.

L'essai *Quelques thèmes de la question méridionale* se distingue par son coté innovateur dans le débat méridionaliste. Les énormes inégalités nord-sud n'avaient fait que s'accroître. Le Mezzogiorno avait acquis une image de « boulet » chez les classes septentrionales. Le courant méridionaliste se faisait en quelques sortes, porte parole de ce sud exploité et misérable. Gramsci donna une nouvelle vision de la question méridionale. Il passa d'une optique géographique, chère aux méridionalistes, à une optique de classe. En effet, bien que vivant dans le sud, un propriétaire terrien procédait à une exploitation aussi condamnable qu'un patron turinois ou milanais. Quant aux travailleurs de l'industrie nordiste, leurs conditions de vie n'étaient pas meilleures que celles des

paysans méridionaux. D'où son vœux d'une alliance entre paysans du sud et ouvriers du nord, processus indispensable à ses yeux au déclenchement de la révolution en Italie. Cet essai demeura inachevé puisque Gramsci fut arrêté le 8 novembre 1926, à la sortie de la Chambre des députés, et ce malgré son immunité parlementaire.

Culture « nationale populaire »

Il attendit son procès jusqu'en mai 1928. Il écopa de vingt ans de prison. Durant l'audition, bien que réduit physiquement, il n'hésita pas à assumer sa fonction de responsable politique : « Il me semble évident qu'il appartient au prolétariat de se substituer à la classe dirigeante en prenant la direction du Pays, afin de relever la Nation. (...) Vous êtes en train de conduire l'Italie à la ruine, et c'est à nous, communistes, qu'il reviendra de la sauver » lança-t-il au juge. On chercha donc à « empêcher le cerveau de Gramsci de fonctionner ». C'est en février 1929 que Gramsci commença à écrire. Il se concentra sur un projet d'analyse du monde des intellectuels. Personne ne pouvait imaginer que ces notes manuscrites auraient pu avoir une telle influence. Cela impliqua l'étude de Karl Marx, Friedrich Hegel ou de Benedetto Croce. Sa pensée tourna autour de l'élaboration d'une culture nouvelle en faveur du prolétariat, avec un rôle prépondérant donné à un élément-clé de sa pensée : l'intellectuel. Gramsci définit cette culture comme « nationale-populaire ». À travers elle, il entendait lier les destins du peuple et de la nation dans un projet de société nouvelle. Il regrettait le fait que le peuple ne se soit justement jamais senti concerné par le destin de la nation, en déplorant le rendez-vous manqué de l'unification à cause de l'absence d'une « nation-peuple ». À chaque fois il reliait les moments de prises de conscience nationale au rôle de l'intellectuel.

Étant donné la vastitude du champ du national-populaire (politique, culturel, littéraire...), ce rôle de l'intellectuel devait évoluer dans chacun des domaines culturels.

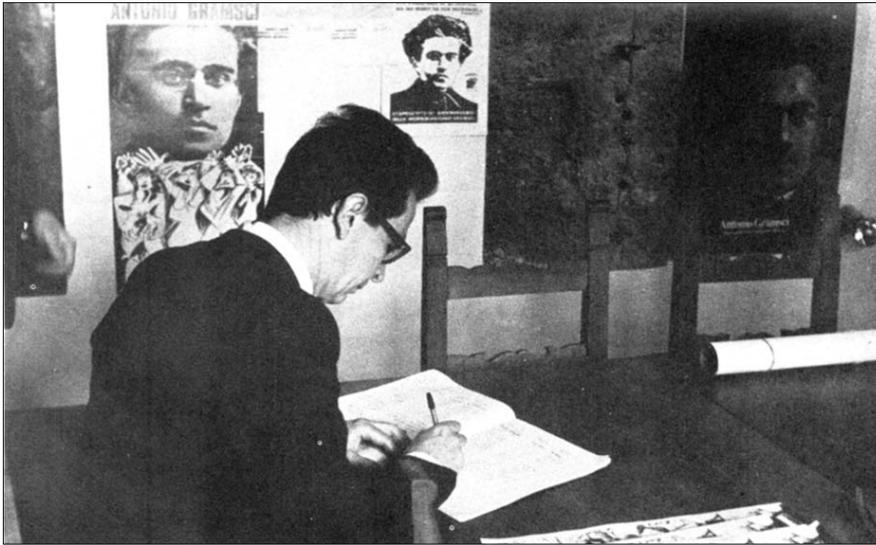
En littérature, il demanda à l'intellectuel de se rapprocher du peuple, de ses intérêts et de travailler en sa direction. Sans ce lien et ce contact entre intellectuel et masse, le peuple ne pouvait pas obtenir les capacités d'émancipation dans la société. Gramsci rappela que « chaque mouvement intellectuel devient ou redevient national si on est allé vers le peuple », et que jusque-là « ce contact manque ». Cet acte d'« aller vers le peuple » sera la clé de voûte de sa théorie.

Une telle mission aurait dû être menée par le nouvel intellectuel, vu que l'intellectuel traditionnel avait jusque-là échoué. Gramsci décida de remonter le fil de l'histoire intellectuelle de la péninsule, voyant la situation contemporaine comme une conséquence où « la formation des intellectuels traditionnels est le problème historique le plus intéressant (...) lié à l'existence de l'esclavage dans le monde antique (...) Ces phénomènes s'entrechoquent avec la naissance et le développement du catholicisme et de l'organisation ecclésiastique qui, plusieurs siècles durant, absorbent la plus grande partie des activités intellectuelles et détiennent le monopole de la direction culturelle, un monopole s'accompagnant de sanctions pénales contre ceux qui veulent tenter de s'y opposer ou de s'y dérober. »

Intellectuels organiques

Gramsci sortit l'intellectuel de son image idéologique stricte et commença à l'insérer dans des structures inhabituelles telles l'école ou l'usine. À partir de ce canevas, il tissa sa théorie lui permettant d'innover par rapport à Marx sur la question des intellectuels, en étant le premier à voir le groupe des intellectuels selon deux catégories : traditionnelle et organique. Cet intellectuel nouveau est appelé « organique ». On pourrait l'identifier à un intellectuel de classe, en l'occurrence à la classe prolétaire, une société nouvelle allant de pair avec la naissance d'un nouvel intellectuel. Le processus révolutionnaire se

Antonio Gramsci traversait les siècles



Document Sébastien

Berlinguer chez Gramsci. Cette photo a été prise en 1977 dans la maison de Gramsci lors des cérémonies du 40ème anniversaire de sa mort.

formerait et se maintiendrait grâce au travail combiné de l'alliance ouvriers-paysans et de celui des intellectuels organiques. Cette formation d'intellectuels organiques donnerait la possibilité à la nouvelle classe dirigeante d'acquiescer « homogénéité et conscience de sa fonction ».

« Une masse humaine ne se différencie ni ne devient indépendante pour soi sans s'organiser (au sens large), et il n'y a pas d'organisation sans intellectuels, c'est-à-dire sans des organisateurs et des dirigeants, donc sans que l'aspect théorique du lien théorie-pratique ne se différencie concrètement dans une couche de gens spécialisés dans l'élaboration conceptuelle et philosophique ».

Avec cette déclaration, Gramsci réussit à lier les notions d'émancipation du peuple, d'intellectuel organique et de parti politique. Tout au long de sa théorie, il donna au Parti un rôle d'instrument à disposition des masses laborieuses. Un instrument capable d'exprimer les

volontés et les aspirations collectives d'un groupe social ; dans un but précis qui serait de faire acquiescer aux masses l'hégémonie politique, à savoir « la construction d'un instrument d'hégémonie de la classe ouvrière, c'est-à-dire du parti en tant qu'intellectuel organique, direction politique, intellectuel collectif, instrument d'organisation de la classe et d'expansion

lectuel organique devait jouer un rôle d'intellectuel au service d'une classe, Gramsci considéra le parti comme une organisation organique à une classe donnée. Ainsi, il se rallie à Marx et Lénine pour affirmer « qu'une classe ne peut prendre conscience d'elle-même en tant que classe, c'est-à-dire ne peut s'appréhender comme un ensemble homogène et cohérent, qu'à travers une organisation ».

L'instauration d'une telle organisation favoriserait l'unité du bloc social, ou bloc historique, c'est-à-dire de l'ensemble des couches de la société désirant transformer les bases de la société existante (ouvriers, paysans, intellectuels organiques, parti...).

Cette richesse théorique fut rédigée durant ces onze années d'incarcération dans 29 cahiers.

Symbole de l'antifascisme italien

Très diminué physiquement, Antonio Gramsci succomba à une hémorragie cérébrale le 27 avril 1937. Les journaux fascistes annoncent la mort de « l'ex-député ». *L'Humanité* du 28 avril titre : « Notre camarade Antonio Gramsci est mort ». Les clandestins *Il Grido del Popolo* et *L'Unità* dénoncent « l'assassinat de Gramsci ». Depuis l'Espagne en guerre, les radios clandestines républicaines saluent la mémoire « de l'intellectuel de valeur, du militant obstiné et digne ». Le corps de Gramsci fut très vite incinéré

et transféré au cimetière des Anglais de Rome. Une cérémonie à laquelle n'ont pu participer que son frère Carlo et sa belle-sœur Tatiana.

La mort physique de Gramsci ne fera pas taire ses textes, bien au contraire. La valeur théorique influença une entière génération d'Italiens avant de franchir les frontières. Et pourtant, les écrits manquèrent d'être perdus à tout jamais. Sortis en cachette de prison, les textes furent envoyés en Union Soviétique par l'intermédiaire de Palmiro Togliatti. Les cahiers seront finalement

publiés chez la maison d'édition Einaudi de 1948 à 1951. Avant l'édition définitive de 1975, sous le contrôle de l'intellectuel italien Valentino Gerratana, qui reste à ce jour l'édition de base pour tous les chercheurs.

Mais bien au-delà de ses écrits, Gramsci va entrer dès 1945 dans la vie des Italiens. « Antonio Gramsci doit appartenir à tous les Italiens et pas seulement aux communistes » avait souhaité Palmiro Togliatti. Très vite, de nombreuses rues et places de toute l'Italie sont baptisées à son nom. Le portrait du camarade Gramsci est pendu sur les murs de toutes les sections de la péninsule. Dix ans après sa mort, il est le symbole de l'antifascisme italien. Le Parti Communiste Italien est devenu « le Parti de Gramsci et de Togliatti ».

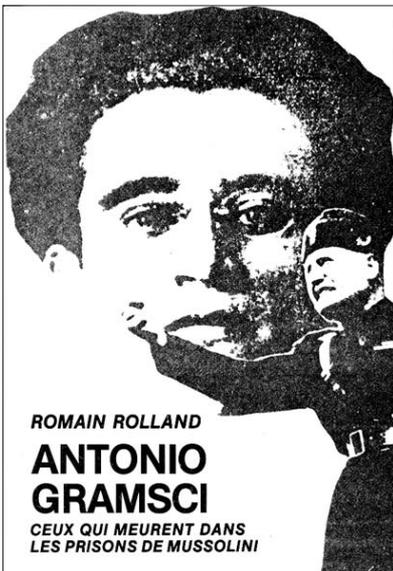
Toute la politique du Parti se définit comme héritière de la pensée du camarade martyr. Jusqu'à la mort de Togliatti, en 1964, l'image de Gramsci resta liée à celle du PCI. Plus tard, le champ d'influence de la pensée gramscienne s'étendit en direction de tous les opposants aux relents de néofascisme : des étudiants protestataires aux ouvriers en lutte en 1968 en passant par certaines formations clandestines de la gauche extra-parlementaire. En Amérique du Sud,

Gramsci est lu clandestinement dans les amphithéâtres des universités de Santiago du Chili et de Buenos Aires, après l'arrivée des dictatures militaires.

En France, Antonio Gramsci fut découvert dès les années 30 par le milieu antifasciste, composé de nombreux exilés italiens, dans des revues clandestines et des brochures. Romain Rolland lança même un appel pour sa libération. Après la guerre, c'est surtout grâce à des intellectuels que la pensée de Gramsci fut dévoilée. Des chercheurs comme Jacques Tétier, André Tosel, Hugues Portelli ou Robert Paris y sont pour beaucoup. Louis Althusser souligna son importance dans *Lire le Capital*. Toutefois, la diffusion de l'œuvre gramscienne en France, a été pour le moins chaotique. En effet, en 1953, les Éditions Sociales publient une sélection de lettres de prison. Gallimard en publiera une édition plus complète en 1971. Quant à la publication de l'intégralité des cahiers, elle s'est effectuée sur près de 20 ans, de 1978 à 1996 et dans l'ordre inverse de celui de la rédaction originale.

Bien qu'il soit traduit dans près d'une trentaine de langues, aucune réédition de ses œuvres, épuisées, ne semble prévue pour le moment. La rigueur théorique de son œuvre et l'étendue de son influence dans les sociétés occidentales ne peuvent que le faire regretter et faire souhaiter un nouveau départ.

Sébastien Madau



Couverture d'un livre de Romain Rolland

sociale de son projet de ses alliances, de l'avancée politique du bloc historique ». Il faudrait instaurer donc, selon Gramsci, une organisation qui jette les bases d'un nouveau rapport dans la société : un parti communiste et révolutionnaire. De la même manière que l'intel-



Loi Perben 2

La démocratie à l'œuvre

C'est au nom de la lutte contre le terrorisme que plusieurs pays ont durci leur législation et que d'autres ont adopté de nouvelles lois, toutes plus répressives, que certaines organisations et mouvements de libération ont été interdits sous l'accusation contestable de terrorisme, et par ricochet ont porté atteinte aux libertés d'expression et aux libertés individuelles.

Aux États-Unis, le *Patriot Act* a été promulgué dès le mois d'octobre 2001, suivi du programme *Us Visit* en direction des étrangers qui veulent entrer sur le territoire américain, souvent de simples touristes.

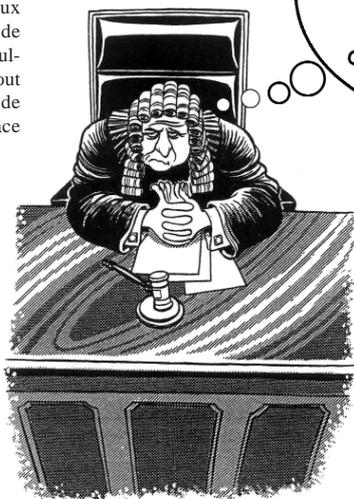
La Grande-Bretagne mérite qu'on s'y arrête. Sa loi antiterroriste permet aux autorités de détenir de façon illimitée, sans inculpation ni jugement, tout étranger soupçonné de constituer une menace pour la sécurité du pays. Les suspects peuvent être jugés de manière préventive lors de procès secrets, sans jury et avec des magistrats et des avocats « sélectionnés » par les services secrets. Jugements « préventifs », arrestations et détentions illimitées basées sur le « soupçon », procès secrets, autant de notions nouvelles en matière de droits de la personne où la présomption de culpabilité l'emporte sur celle de l'innocence. On se croirait dans un roman d'Orwell.

Renforcer les pouvoirs de police

La France n'a pas échappé au syndrome sécuritaire né de l'après 11 septembre depuis la « loi sur la sécurité quotidienne ». Perben 2, dernier avatar de la montée en puissance du tout sécuritaire, se définit comme une loi sur « l'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité ». Adoptée par l'Assemblée

nationale le 11 février dernier et validée par le Conseil constitutionnel qui l'a légèrement et partiellement modifiée, elle s'inscrit parfaitement dans un contexte européen qui renforce les pouvoirs de police. En effet, avec la

phoniques, des micros et des caméras dans les lieux privés. Détention provisoire, infiltrations et rémunéra-



Si les mangeurs de grenouilles se mettent à copier notre injustice... où allons-nous?!...

tion des indicateurs font partie du lot qui concerne la « criminalité organisée ».

Selon que vous soyez puissant ou misérable

Il y a aussi la procédure de « comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité » qui inclut la possibilité du « plaider coupable ». Elle évite le procès, et la procédure l'emporte sur la loi. C'est un chantage : reconnaître sa culpabilité pour alléger la peine encourue. Elle concerne les personnes qui risqueraient une peine inférieure ou égale à 5 ans de prison. Le « plaider coupable » existait déjà sous la forme de la « composition pénale ». Or la « composition pénale » ne pouvait pas amener à une peine de prison mais à une amende, des TIG, des retraits de permis, des interdictions de fréquenter certains lieux...

En cas d'acceptation de la peine, qui ne pourra excéder un an de prison ferme, et si le juge accepte l'homologation de cette peine, il rend une « ordonnance » qui fera office de jugement.

Aucune procédure particulière n'a été prévue en ce qui concerne les infractions économiques et financières. Le « plaider coupable » va offrir à ces délinquants la possibilité d'échapper à la justice. D'autant que le choix des poursuites dans le cadre des procédures à adopter sera réservé à un procureur contrôlé par les procureurs généraux nommés en Conseil des ministres, c'est-à-dire la possibilité d'échapper à la justice et aux poursuites moyennant le paiement d'une amende.

Par contre, Perben 2 définit de nouveaux délits, comme « l'aide au séjour irrégulier » ! Ce qu'il faut retenir de cette loi, outre qu'elle renforce les pouvoirs de la police et du parquet, qu'elle crée des procédures d'exception, qu'elle joue sur la reconnaissance de la culpabilité, c'est qu'elle renforce le contrôle de l'exécutif, et que l'équilibre des pouvoirs entre cet exécutif et les politiques n'est plus respecté, puisque le procureur de la République recevra des instructions du ministre. Enfin, la loi Perben 2, sensée lutter contre la grande criminalité (trafics de drogue, d'êtres humains, grand banditisme, etc.) pourra s'appliquer à la délinquance ordinaire. Et l'on sait bien que malheureusement rien n'a changé, et que
*Selon que vous serez puissant ou misérable
Les jugements de cour
rendront blanc ou noir.*

Marie-Catherine Andreani

Une affiche pour la propa de votre journal

Le Manifeste

Journal communiste

3, rue de Plaisance - 75014 Paris

Le MANIFESTE - 3 EURO - EN VENTE PAR ABONNEMENT (12€ / 12 NUMÉROS)
C'est aussi sur internet : <http://le.manifeste.free.fr/>

Disponible à partir du 20 mai sur commande
Téléchargeable au format A4 sur votre site
<http://le.manifeste.free.fr/>

Centenaire de l'Humanité Le Rif, une guerre oubliée

Le centenaire de l'Humanité est pour nous l'occasion de rappeler une des belles pages de ce journal. Devenu après 1920, le journal de la SFIC (section française de l'Internationale communiste) puis du Parti communiste français, l'Humanité s'est opposée dès ses premières années aux guerres coloniales, comme en témoignent les deux articles que nous reproduisons ici, de Paul Éluard, jeune poète surréaliste, et du poète et homme de théâtre pacifiste Charles Vildrac. Dans l'anthologie de textes qu'il avait consacrée aux « Grandes plumes » de l'Humanité, René Ballet rappelle : « De 1921 à 1926, les Rifains (habitants du Rif, chaîne montagneuse du



Maroc) opposent une courageuse résistance aux troupes françaises et espagnoles d'occupation. 1924 marque le sommet de la répression qui frappe le parti communiste et l'Humanité, déclenchant la protestation de nombreux intellectuels.»

L'anti-impérialisme a été l'une des meilleures traditions de « l'Huma » (jusqu'à la guerre du Kosovo, pendant laquelle les ministres PCF sont restés membres du gouvernement). Beaucoup de communistes d'aujourd'hui seraient heureux de voir leur journal renouer avec cette tradition, en soutenant par exemple clairement la résistance du peuple irakien.

L'anniversaire de l'Humanité a été par ailleurs l'occasion d'un grand banquet, avec cinq mille personnes, à la Villette. Cet événement a montré l'attachement de nombreux lecteurs et militants au journal. Il a aussi été marqué par les ambiguïtés de la ligne actuelle du titre (qui pour survivre quête le soutien de l'État et des grands

groupes ; au risque qu'une partie de ses lecteurs s'y reconnaissent parfois difficilement). Lors de son intervention, Roland Leroy, qui présidait le Comité du centenaire, a déclaré qu'il y a « plusieurs façons d'être communiste », et que l'Humanité se montrait accueillant-

te aux unes et aux autres. On ne peut que souhaiter que cela devienne la réalité.

Charles Vildrac

Voilà des parlementaires qui ont déclamé leur volonté de paix, leur amour de la paix dans tous les banquets politiques, dans toutes les réunions électorales. Pour un peu, c'est la Paix elle-même qui les a placés au pouvoir. À peine ont-ils repris haleine qu'une fatalité narquoise et terrible vient les mettre au pied du mur et leur envoie une vivace petite guerre coloniale nourrie déjà du cadavre espagnol et qui ne demande qu'à grandir. Quelle occasion pour eux de faire leurs preuves, de créer un beau, un sage trop connu la moindre goutte d'un sang aussi précieux qu'appauvri : c'est là qu'était l'honneur. Mais non. Il y a l'engrenage. Pour en sortir, il faudrait un peu plus de courage qu'il n'en a fallu pour y entrer. On risquerait de faire sauter la vénérable machine et, ce qui est plus grave, de sauter soi-même. Or, on a beau être des sauteurs professionnels... Non, les hommes de cette majorité parlementaire ont de la tradition, hélas ! Et ne sauraient nous étonner par une conduite imprévue. Pas de folies ! La règle du jeu politique, la soumission aux combines capitalistes voilées dans les couleurs de la Patrie. Jaurès lui-même n'aurait pu leur faire admettre qu'à cette heure tragique, dans cette Europe déshonorée, un acte purement idéaliste aurait plus de retentissement et comporterait plus d'avantages de toutes sortes que l'éternelle politique de proie qui fera se dresser tôt ou tard l'Orient géant contre les odieux civilisateurs d'Occident. En évoquant les morts et les mutilés du Maroc, Français ou indigènes, ou ces bombardements par avion particulièrement réussis (communiqué) sur les villages et les marchés ; en assistant à ce retour inconcevable de toutes les hontes de la grande guerre, comment ne pas être révolté ? Comment n'être pas hanté par des vérités banales à force d'évidence : S'il s'agit d'une guerre coloniale, c'est toujours l'Européen qui a commencé.

Au Maroc, les Marocains sont chez eux. C'est parce qu'il a des richesses minières dans le Rif que l'honneur est engagé. Il n'y a pas assez de Français pour peupler et mettre en valeur le territoire français. Nous manquons d'argent pour tout, excepté pour la guerre. La colonisation est une tare pour tous les États capitalistes en général ; pour la France, elle est en plus une charge. Des centaines, des milliers peut-être de jeunes hommes qui ne demandaient qu'à vivre et qui n'ont pas autant d'intérêts dans le Rif que la Banque de Paris et de Pays-Bas pourrissent sur la terre d'Afrique. M. Lyautey mourra glorieusement dans son lit, comme M. Mangin, M. Abd El Krim aussi. Etc.

Et cette association avec Primo de Rivera ! Pouah !

L'Humanité, 22 juillet 1925

Paul Éluard



(l'activité du groupe surréaliste.)

La France est un pays canaille qui rit, qui rit toujours, basement, de toute grandeur, de toute violence, de toute nudité. Que ses ennemis triomphent, qu'ils l'humilient, qu'ils la contraignent à demander les coups qui l'achèveront, je ne puis en attendre que la Liberté ! Toute guerre suppose une défaite, toute défaite une révolution.

L'Humanité, 23 juillet 1925.

(La déclaration de Paul Éluard est accompagnée d'un court article qui, pour la première fois à notre connaissance, signale

Nos lecteurs ont eu des échos des récentes manifestations d'un groupe de jeunes écrivains : les surréalistes, qui en diverses occasions et notamment lors d'un banquet littéraire récent ont provoqué volontairement parmi les lâches gens de lettres attablés pour célébrer la beauté française (sic) un scandale qualifié « d'abominable » par toute la presse bien pensante. Les surréalistes ont osé crier : « À bas la guerre ! Vive la révolution ! » La virulence qui anime ce petit groupe est d'ailleurs bien significative. Maintenant, honnis par toute la littérature officielle, menacés de mort et d'expulsion hors de France, les surréalistes persistent courageusement dans leur attitude. Le groupe entier d'ailleurs a signé le manifeste de Barbusse...

Le banquet du centenaire de L'Humanité à la halle de La Villette le 18 avril dernier (Photo Patricia Latorr)



Vous avez dit culture ?

Picasso aurait pu être français
 Pablo Picasso aurait pu devenir français. Mais lorsqu'il le demande une première fois en 1930, le rapport de police le qualifie d'« anarchiste » et d'Espagnol qui « parle à peine le français ». La nationalité française lui est refusée. Il réitère sa demande en 1940 et malgré le rapport favorable du commissaire du quartier de La Madeleine, une nouvelle fois, il essuie un refus. Le problème c'est qu'entre temps il est devenu communiste et garde comme le souligne un autre rapport de police « ses idées extrémistes ». Picasso s'est depuis lors abstenu de réitérer sa demande. Ce sont des archives de police volées par les nazis pendant la seconde guerre mondiale, saisies par les troupes soviétiques en Allemagne et restituées en 2001 qui ont permis de retrouver ces documents. Mais pas besoin de paperasses, Pablo a été, depuis longtemps, adopté par la grande majorité du peuple français.

La samba au patrimoine de l'humanité
 Le ministre brésilien de la Culture, le célèbre chanteur Gilberto Gil souhaite que la samba soit déclarée patrimoine de l'humanité par l'Unesco. « Nous estimons qu'à un moment où les divers pays se targuent de leurs spécificités culturelles dans des instances multilatérales, le Brésil doit plaider officiellement pour une reconnaissance de la samba comme expression propre de la culture brésilienne » a-t-il déclaré. La samba existe depuis longtemps au Brésil. D'abord musique des métissages rythmiques des esclaves noirs, elle s'est imposée comme l'un des principaux courants musicaux populaires du Brésil. Vers 1930, elle est devenue « LA » musique du carnaval. Jusque-là, elle était interdite car jugée trop obscène, brutale et violente.

Le Manifeste recherche :

Des jeunes créateurs ayant une démarche dont leur art est en lien direct avec une pensée communiste pour effectuer des reportages.

Ciné-conte oriental

Le fou, la belle et le putsch

Vizontele Tuuba a été présenté avec neuf autres films turcs pendant une quinzaine à Paris au cinéma L'Archipel. Trop brève mais précieuse fenêtre pour découvrir d'autres formes d'expression et de lutte contre la globalisation culturelle.

Un soir, une voiture s'arrête à l'entrée d'un faubourg. Un homme en descend, s'installe à une table de café et se présente ; il est le nouveau directeur de la bibliothèque. Stupeur des consommateurs ! Nous ne sommes pas à l'orée d'une ville mais au cœur d'un village perdu. Il n'y a pas de

regard est chaleureux aussi ; ces frères ennemis concluent une trêve (à peu près) respectée et une ruine est bientôt transformée en une coquette salle de bibliothèque... mais il n'y a pas de livres. Le directeur, intellectuel intransigeant écarté de la capitale par le pouvoir, lance un appel et un camion de livres-de-la-solida-

la honte de m'assagir. Maïakovski) ; « illuminé », c'est-à-dire touché par la lumière (par les Lumières) ou « obscurci » (par quoi ?) ; « simple » ou « compliqué » ? Idée doublement folle, provoquée par le choc d'un amour fou entre le « simple », objet de railleries, et la belle Tuuba, fille du directeur admi-

à Chypre, le fils de la vieille Siti passait des heures – ses dernières – en tête-à-tête avec son téléviseur. Tué au combat, son corps ne fut jamais retrouvé. Sa mère se lamenta de ne pouvoir l'inhumer dans sa terre natale. À défaut, elle se résigna à ensevelir celui qui avait intimement partagé ses derniers instants. Pendant six ans, la vieille Siti monta une garde vigilante autour de l'étrange tombe. Qui la convoiquait ? Le délire du fou ou le sourire de la belle ? Toujours est-il qu'elle autorisa l'exhumation. Après un trop long sommeil, le revenant refusait de répondre aux sollicitations. Qui le convoiquait ? Les doigts habiles du fou ou le sourire de la belle ? Toujours est-il qu'il se remit à fonctionner. On l'installa à la place d'honneur de la bibliothèque. Tous les villageois vinrent et revinrent regarder et entendre le miraculé, puis on osa se saisir des livres tendus par la belle, puis à les ouvrir, puis à tenter de les déchiffrer et ceux qui savaient apprenaient à lire à ceux qui ne savaient pas et le fou se dorait au sourire-soleil de la belle et la belle oubliait son infirmité, elle avait tenu, elle avait gagné, comme Sheherazade à la Mille et Unième Nuit...

Le mille deuxième matin, blindés et camions envahissent le village. L'armée vient de prendre le pouvoir. Progressistes, anarchistes, staliniens, trotskistes, tout ce qui bouge est embarqué. Tout ou presque. Les soldats ne se sont quand même pas encombrés de deux handicapés. Le fou et la belle sont toujours là, braises vives sur un foyer piétiné.

René Ballet



Collage Patricia Labour

bibliothèque. Il n'y en a jamais eu. Il n'y en aura pas ; il n'existe même pas de local. Ce pourrait être le début d'un film kafkaïen. Mais nous ne sommes pas en Europe centrale dans les années soixante. Nous assistons à un film turc contemporain, *Vizontele Tuuba* de Yilmaz Erdogan. Les consommateurs ne se figent pas en un silence angoissant ; ils éclatent tous d'un rire énorme. Comme dans les comédies néo-réalistes, le regard du metteur en scène est sans concession ; les progressistes du village sont actifs... surtout pour s'entre-déchirer. Mais ce

rité arrive au village... mais les habitants respectent trop ces livres pour oser les toucher, encore moins les ouvrir et le raisonnement ne peut rien contre ce respect paralysant. La folie prendra le relais de la raison. Une idée folle germe dans une tête. Celle du « fou » du village évidemment. Selon les pays, on l'appellerait « illuminé » ou « simple » ; expressions de marginalisation commodes mais retournables en les opposant à leurs contraires. Que vaut-il mieux être, « fou » ou « sage » ? (*J'ai l'espérance, la foi qu'au grand jamais/ Ne me viendra*

ré par le village. Mais la belle a besoin du fou : elle est paralysée des deux jambes ; c'est lui qui pousse son fauteuil roulant. Et le fou ne pourrait plus vivre sans le sourire-soleil de la belle. Il ferait un miracle pour empêcher qu'une tristesse-nuage ne le voile... et il le fait... et ils le font. Le « fou » et la belle se lancent dans une folle épopée, déterrer et ressusciter un mort ! Nous basculons du domaine de la comédie dans celui du conte : ce village perdu de Turquie orientale n'est pas si loin de la Bagdad des *Mille et Une Nuits*. Avant de partir faire la guerre

Services publics de Michel Dauba et Michel Rizzi

Les services publics occupent une place centrale dans nos sociétés. Ce livre montre comment et pourquoi les remèdes proposés aujourd'hui pour le service public aggravent les maux qu'ils sont censés résoudre. Il explore aussi les chemins d'une alternative au libéralisme. Il montre la nécessité de nouvelles réformes d'appropriation sociale donnant aux usagers des services, à leurs agents et aux populations de réels pouvoirs de contrôle et d'intervention. Un livre qui mérite lecture et discussion. Michel Dauba a été dirigeant syndical jusque dans les années 80, puis membre du Comité central du PCF de 1982 à 1989. Michel Rizzi, cadre à la RATP est membre du Conseil national du Pcf depuis 1999. Tout deux ont eu ou ont encore la responsabilité des services publics au Pcf. (Le Temps des Cerises, éditeurs, 17 euros).

- Qui est-ce qui n'aimerait pas à gouverner ?
- Celui qui en serait digne.

Marivaux

À mots découverts

Faire de la politique devient un « vrai métier ». L'écrivain Roger Bordier s'interroge sur le sens de la « gouvernance ».

Que faut-il aujourd'hui pour gouverner ? Des relations au Medef ? Des antécédents familiaux flottant en haut lieu entre les lambris ? Une stature prudhommeque de France profonde ? Une particule ? Ah ! peut-être. À cet égard, a-t-on voulu honorer la culture par quelque surenchère onomastique à travers M. Renaud Donnedieu de Vabres ? La nomination à l'Intérieur de M. Dominique de Villepin a surpris. Ce ministère roturier, aux attributions prosaïques, ne se situait-il pas trop au-dessous d'un brillant protocole de Quai d'Orsay ? Mais non, quelle question ! Au contraire, cela vous avait un petit air d'ancien régime, cela rappelait le prestigieux Lieutenant général du Royaume. On assure que M. Giscard d'Estaing, se trouvant gêné aux entourlures par ses blasons, que certains, cependant, prétendent factices, feignait d'ignorer dans les cérémonies officielles l'escorte de la Garde républicaine. Et puis, faut-il rappeler que l'actuel président de la cinquième République a pour épouse une dame dotée d'un aristocratique état civil ?

La gouvernance

Finalement, il n'y a qu'une reine d'Angleterre pour ne pas trouver shocking de se trimballer dans un vieux quartier populaire de Paris, comme hier n'importe quel sans-culotte, avec tout le respect que nous lui devons (au sans-culotte)

Soyons donc bons princes – ce qui va de soi en l'occurrence – et ne disons pas plus de mal que cela de la très (trop) française particule. Alphonse Allais lui-même la jugeait importante, écrivant : *être de quelque chose, cela pose un homme, comme : être de garenne, cela pose un lapin.*

Le sens du calembour n'étant certainement pas ce qui anime le mieux les entretiens à l'Élysée ou à Matignon, nous nous en tiendrons là, afin de ne pas accabler nos spécialistes de la gouvernance, selon un terme à

la mode et curieusement emprunté, lui aussi, à des caractéristiques d'ancien régime. En certaines régions, la gouvernance était le nom donné au bailliage lorsque celui-ci disposait de pouvoirs très étendus. Reconnaissons alors à notre grand bailli national et élyséen le mérite de la clarté, celle-ci fût-elle abrupte. *La politique, a-t-il assené, est un vrai métier. Ce métier exige une formation.* Quelle intransigeance ! Ou quel mépris !

Mais alors, pourquoi était-il allé chercher, dans cette confuse *société civile* d'abord tant choyée, des gens qui n'avaient jamais pratiqué ce métier-là ?

Il est vrai que s'apercevant – sans l'avouer – de sa maladresse, il mit tout ce petit monde à la porte, sans hésiter. Soit. Ce congédiement, peut-être efficace, peu courtois, ne nous renseigne toujours pas sur le contenu réel qu'il convient de donner à cette introuvable *société civile*.

Est-ce toujours celui que propose la description de Jean Jacques Rousseau dans le célèbre *Discours sur l'origine*



Sous le règne de Ruffarin III (Collage Patricia Latour)

et les fondements de l'inégalité parmi les hommes ?

Reprends tes droits

Rousseau, en effet, écrit ceci : *« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisait de dire : ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux et comblant le fossé, eût crié à ses semblables : "gardez-*

vous d'écouter cet imposteur" ».

Il faudrait s'entendre. Ou bien l'approche sémantique de Rousseau est erronée, ou bien il peut arriver que l'on charge des imposteurs d'une haute responsabilité.

De plus, l'on remarquera que, dans la définition rousseauiste, elle est depuis longtemps au pouvoir cette *société civile*. Dans ces conditions, comment peut-on l'inviter périodiquement à y participer ? Ces aberrations nous troublent. La chère gouvernance serait-elle donc à ce point débouso-

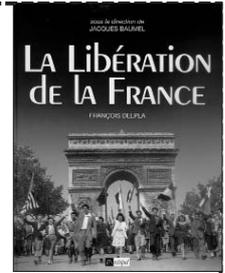
lée, même dans cette cinquième République hautaine et omnisciente, qui n'est en réalité qu'une espèce de monarchie élective ?

Un métier ? Et puis quoi encore ?

Le peuple, aussi, en est un. *Reprends tes droits*, lui criaient le poète Sylvain Maréchal, auteur du Manifeste des Égaux et compagnon des Gracchus Babeuf.

Des droits ? Voici le premier qu'il faudrait reprendre.

Roger Bordier

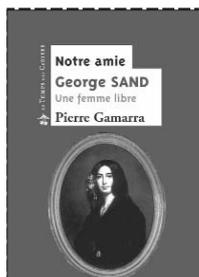


La Libération de la France de François Delpla

L'historien François Delpla vient de publier un beau livre très illustré sur la Libération de la France. Il y prend en compte les avancées les plus récentes de la recherche, dévoile des faits peu connus ou ignorés de la Libération en s'appuyant sur de nombreux documents rares ou inédits. Cet ouvrage est présenté par Jacques Baumel, compagnon de la Libération, proche de Jean Moulin puis du général De Gaulle. Un livre souvenir qui sera apprécié pour le soixantième anniversaire de la Libération. (L'Archipel, 32 euros).

Potomac de Jean-Pierre Bastid

Voilà un bon polar éduquant. Polar économique qui montre les dessous, pas très propres, de la mondialisation. Un polar sans flic qui met à nu les manœuvres des capitalistes. Des personnages attachants malgré leurs travers, cet épais roman nous balade en France, mais aussi aux Usa, au Liban et en Turquie à la recherche d'une vérité qui mettra les plans américains en échec. Tout ne passe pas pourtant comme prévu. À lire. (éditions JC. Lattès, 20 euros)



Notre amie George Sand de Pierre Gamarra

L'œuvre de George Sand est considérable. À ses romans, il faut ajouter ses contes pour les jeunes et aussi sa correspondance: plus de deux mille lettres. Le poète et romancier, Pierre Gamarra dresse, pour son bi-centenaire, une biographie qui se lit comme un roman. Il offre un portrait complet de l'écrivaine, de son action généreuse en abordant des aspects (l'enfance, le théâtre, la langue) peu souvent abordés et qui concernent toujours le lecteur d'aujourd'hui. (Le Temps des Cerises, éditeurs, 15 euros).

Le Manifeste

Journal communiste

VOUS VOULEZ RÉAGIR

sur
Le Manifeste
ou
l'un de ses articles,
écrivez-nous :
Le Manifeste
3 rue de Plaisance
75014 Paris
ou
le-manifeste@noos.fr

Ils ont écrit !

Les camarades de l'association Rouge vif Roubaix Lille et environs nous ont fait parvenir cette lettre ouverte adressée à Alain Bocquet et qu'ils souhaitent voir publiée dans *Le Manifeste*.

renouvellement régulier des dirigeants du Parti aux divers échelons du parti serait salutaire, et qu'il serait bon de prévoir dans les statuts une limitation des mandats.

*Association Rouge vif
Roubaix Lille et environs*

Nous nous réjouissons du score du Parti communiste aux régionales, mais plus encore d'une réorientation apparente du Parti sur des bases plus saines, plus dégagées de considérations électorales (plus dégagées du PS), plus incisives et donc plus ancrées sur nos valeurs communistes.

une certaine efficacité aux yeux des gens que nous rencontrons, par le fait que nous n'avons pas, en ce qui nous concerne, de visées électorales, « seulement » une promotion des idées progressistes.

Cette position nous laisse plus optimistes sur l'impact et l'influence que le Parti peut retrouver dans la société.

Nous n'avons par ailleurs pas ménagé notre peine pour soutenir la liste communiste indépendante, aux régionales.

Nous prenons l'initiative de cette lettre, car il nous semble qu'il serait urgent en même temps de regrouper les communistes convaincus qui ont quitté le parti plus ou moins récemment, soit parce qu'ils étaient déçus de la dérive de cette dernière période, soit parce qu'ils en ont été écartés pour leurs propositions jugées trop critiques.

Nous appelons donc le Parti communiste de la région du Nord, à reconnaître les mouvements communistes comme des interlocuteurs privilégiés, plutôt que comme des adversaires. Même si le poids électoral de ses membres n'est pas en relation avec celui du PS, et que de toute façon ses voix lui sont, de fait, le plus souvent acquises, les communistes de l'association Rouge Vif, jusque là dédaignés par les dirigeants locaux (section Roubaix et Fédé du Nord) proposent au PC une reconnaissance de son existence et un soutien mutuel.

Nous continuons en ce qui nous concerne, à militer, au sein de l'association Rouge Vif (Roubaix, Lille et environs) pour le développement des idées communistes dans la société.

En conclusion nous souhaitons que notre optimisme se concrétise et pour poursuivre la logique engagée, nous revenons sur l'idée qu'un

C'est avec joie que *Le Manifeste* est accueilli dans les entreprises et dans le monde du travail, un journal qui s'inscrit dans la continuité des idéaux révolutionnaires en alliant actualité, histoire, théorie et luttes. Les travailleurs de France ont grandement besoin d'un journal qui soit proche de leur envie de lutter contre la société capitaliste et pour faire revivre un socialisme qui n'a jamais existé auparavant, un socialisme inédit tout en soutenant les campagnes de solidarité internationale à travers le monde contre tous les impérialismes. Pour que vive encore et toujours *Le Manifeste*, journal communiste, tous ensemble *Le Manifeste* !

André de A.

Le 19 juin 2004

à partir de 10 h

Tous les abonnés
du **Manifeste**
sont invités à se réunir
à l'Assemblée nationale

Ce sera l'occasion
de se retrouver,
de faire le point,
de débattre
du **Manifeste**,
journal communiste

Retrouvez **Le Manifeste** sur internet
<http://le.manifeste.free.fr>

- **Abonnement pour 11 numéros : 20 €**
- **Abonnement - Souscription : 50 €**

Le Manifeste.

journal communiste
Numéro de commission paritaire en cours
Tirage à 3000 exemplaires
21, rue de Navarin 75009 Paris
Courriel : le-manifeste@noos.fr

Fondateurs : Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck
Directeur de publication : Joseph D'Angelo
Gérante : Caroline Andréani
Rédactrice en chef : Patricia Latour
Maquette : Patrice Morel

Imprimé par les Nouvelles Imprimeries Havaux, 37 c. rue A. Levêque, 1400 Nivelles (Belgique)



Nom : Prénom :
Adresse :

..... Tél. :
Courriel : Je verse : €

Abonnement à 20 E

Souscripteur à 50 E

Correspondant

Dépôt : exemplaires



Chèques à adresser, à l'ordre du **Manifeste**
3, rue de Plaisance, 75014 Paris